



Agency for Co-operation and Research in Development
Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
Agencia para Cooperação e de Pesquisa para o Desenvolvimento

ETUDE SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX AU MALI

Juin 2016



JAPON



***Projet d'Appui au Renforcement des
Capacités des Femmes de la région de
Gao pour leur participation inclusive aux
processus de prévention et de médiation
des conflits (ARC Femmes & Paix).***

ETUDE REALISEE PAR :

GIRAD-Afrique, Etudes, Formation et Services divers en Développement.
« Gouvernance - Sécurité - Développement », B.P. E1017,
Bureau face ex Bar-Mali-Bamako - Mali,
Tél. (+223) 66.79.17.62 / 74.05.65.07 ; Directeur : Ousmane Kornio,
Email : kornioousma@yahoo.fr

COPYRIGHT

Les opinions exprimées dans l'étude ne reflètent pas les vues d'ACORD et d'ONU Femmes ou de leurs organisations partenaires.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur. Par conséquent, pour toute reproduction, copie ou traduction, l'autorisation écrite préalable d'ACORD ou d'ONU Femmes, est nécessaire.

Ce rapport est consultable à l'adresse www.acordinternational.org

PREFACE

La publication de cette étude sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali est une contribution au processus de paix inclusif consacré par la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Même si elles sont les principales victimes du conflit de 2012-2013, l'apport et le potentiel des femmes dans la prévention et la résolution des conflits au Mali sont mal connus et peu documentés, alors qu'elles ont joué un rôle déterminant autant sur le plan local que national.

L'objet de cette étude n'est pas tant de valoriser le statut ou la place de la femme sur une base abstraite mais plutôt de contribuer à une meilleure connaissance du travail qu'elles ont effectué, des dynamiques engagées et des contraintes rencontrées. Elle pointe les lacunes dans l'application des engagements nationaux et internationaux et fait des recommandations à l'endroit des acteurs clés. En même temps, cette étude met en exergue le potentiel des femmes pour contribuer significativement à la réconciliation et à une paix durable au Mali.

A ce titre, elle est donc un apport scientifique important mis à la disposition des politiques, des partenaires techniques et financiers, des chercheurs, des acteurs de la société civile intervenant sur la thématique afin de pousser la réflexion et le débat pour la participation inclusive des femmes, sans laquelle il serait difficile de bâtir une société forte et résiliente et une paix durable au Mali. Les changements sont possibles, si les efforts des femmes sont accompagnés d'une volonté politique forte et des ressources adaptées.

Les femmes du Mali peuvent être fières de ce qu'elles ont accompli, mais doivent aussi s'engager d'une seule voix à faire face aux défis. Le conflit de 2012-2013 a constitué une opportunité pour influencer les regards de la société sur la justice sociale, celle-ci doit être saisie pour changer les obstacles qui les confinent traditionnellement à un rôle d'arrière-plan dans la gestion des conflits.

Cette étude est réalisée grâce au partenariat entre ONU Femmes et ACORD et au financement du Japon, auxquels j'adresse mes sincères remerciements.

Dr Maxime Houinato
Représentant Résident ONU Femmes au Mali.

REMERCIEMENT

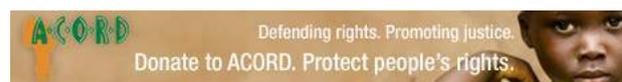
L'Etude de base sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali est une initiative de ACORD Mali dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui au Renforcement des Capacités des Femmes de la région de Gao pour leur participation inclusive aux processus de prévention et de médiation des conflits (ARC Femmes & Paix), grâce à l'appui d'ONU-Femmes et au financement du Japon. Il a débuté en juin 2015 et vise à améliorer la compréhension du rôle et la participation des femmes dans la prévention et la médiation des conflits à Gao, à renforcer les capacités locales sur le rôle et la participation des femmes en matière de médiation, de prévention et résolution des conflits et à diffuser les leçons apprises et les bonnes pratiques aux niveaux local et national.

Nous adressons nos remerciements au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), au Ministère de la Réconciliation nationale, aux Autorités et aux Elus des Régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et Bamako. Egalement, nos sincères remerciements et notre reconnaissance vont aux organisations féminines et aux femmes leaders pour leur disponibilité à fournir des informations à nos équipes de collecte des données. Egalement à tous les informateurs, personnes ressources et structures qui ont accepté de se prêter à cet exercice, qui constitue pour nous une contribution importante pour la promotion de la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali.

Nos vifs remerciements s'adressent à ONU Femmes et au Japon pour le soutien technique et financier à cette étude.

Mme DOUCOURE Mariétou DIABY
Directrice ACORD Mali

Mali, Bamako, Baco Djicoroni Golf, Rue 839,
Porte 41, BP : 1969
Tel: +223 20 28 09 46
www.acordinternational.org Follow us:



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	8
A. CONTEXTE	11
B. METHODOLOGIE	12
A) LES HYPOTHESES :	12
B) LES ZONES DE L'ETUDE :	12
C) L'ECHANTILLONNAGE :	13
D) LA PHASE DE LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE :	13
E) LA PHASE DE COLLECTE DE DONNEES SUR LE TERRAIN :	14
F) LES DIFFICULTES RENCONTREES :	15
C. RESULTATS DE L'ETUDE	17
CHAPITRE I : DETERMINANTS DE LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS	
LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX AU MALI	17
1.1 LES DETERMINANTS SOCIOCULTURELS	17
1.1.1 Les influences socio traditionnelles :	17
1.1.2 Les influences des institutions religieuses :	19
1.2 LES DETERMINANTS POLITIQUES	20
1.3 LES DETERMINANTS ECONOMIQUES	21
CHAPITRE II. LES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE GESTION DES CONFLITS ET	
DE CONSOLIDATION DE LA PAIX	23
2.1 DURANT LA PERIODE 1991 - 2012	23
2.2 DEPUIS L'ECLATEMENT DE LA CRISE DE 2012	24
2.1 IMPACTS DE LA CRISE DE 2012 SUR LES FEMMES ET LES ENFANTS	32
CHAPITRE III. PARTICIPATION DES FEMMES AUX MECANISMES (TRADITIONNELS ET	
ALTERNATIFS) DE GESTION DES CONFLITS DANS LES LOCALITES DE L'ETUDE	36
3.1 LES MECANISMES TRADITIONNELS DE PREVENTION ET DE REGLEMENT DES	
CONFLITS	36
3.2 LES MECANISMES ALTERNATIFS DE PREVENTION ET DE REGLEMENT DES	
CONFLITS	37
CHAPITRE IV. ANALYSE DU ROLE ET DE LA QUALITE DE LA PARTICIPATION DES	
FEMMES A LA GESTION DE LA CRISE ACTUELLE	39
4.1 LES PERCEPTIONS SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DES	
CONFLITS	39
4.2 LES LEÇONS A TIRER SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES	
PROCESSUS DE PAIX	41
4.3 RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PARTICIPATION DES	
FEMMES DANS LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	42
D. CONCLUSION	43
BIBLIOGRAPHIE	45
ANNEXES	46
ANNEXE 1 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DE REALISATION DE L'ETUDE	55
ANNEXE 2 : OUTILS/QUESTIONNAIRES UTILISES	57
ANNEXE 3 : LES TERMES DE REFERENCES	59
CARTOGRAPHIE	61

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES/ABREVIATIONS

DÉFINITIONS

ACORD	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
ADH	Associations des Droits de l'Homme
AFIP	Association des Femmes pour les Initiatives de Paix
AEN	Aide de l'Eglise Norvégienne
AJM	Association des Juristes Maliennes
AMDH	Association Malienne pour la Défense des droits de l'Homme
AMM	Association des Municipalités du Mali
AMSS	Association Malienne Pour la Survie au Sahel
APDF	Association pour le Progrès et la Défense des droits de la Femme
APROFEM	Association pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant au Mali
AGR	Activité Génératrice de Revenu
ASDI	Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International
CAFO	Coordination des associations et ONG féminines
CEDEAO	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CICB	Centre International de Conférence de Bamako
CLG	Comité Local de Gestion
CMDID	Centre Malien pour le Dialogue Interpartis et la Démocratie
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSREF	Centre de Santé de Référence
CROCSAC	Cadre Régional des organisations de la société civile
CTSP	Conseil Transitionnel pour le Salut Public
CVG	Comité Villageois de Gestion
DRPFEM	Direction régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
EISA	Institut Electoral pour une Démocratie durable en Afrique
FAFPA	Fond d'appui à la formation professionnelle et alphabétisation
FAMA	Forces Armées du Mali
GRAIP	Groupe de Recherche et d'Amélioration des Initiatives de Paix
GREFFA	Groupe de Recherche, d'Etude et de formation Femmes et Action
GATIA	Groupe Auto Défense pour les Imgads et Alliés
HCUA	Haut Conseil de l'Unité de l'AZAWAD
IMRAP	Institut Malien de Recherche, Action pour la Paix
ISDH	Indicateur Sexospécifique du Développement Humain
MNLA	Mouvement National pour la Libération de l'Azawad
MNFPUN	Mouvement National des Femmes pour la sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale
MPFFE	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
MINUSMA	Mission des Nations unies pour la Stabilisation du Mali
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
NDI	National Democratic Institute
OCB	Organisation Communautaire de Base
ODEF	Observation de défense des Droits de l'Enfant et de la Femme
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU - Femmes	Organisation des Nations Unies pour les Femmes

ORTM	Office de Radiotélévision du Mali
OSC	Organisation de la Société Civile
OPF	Organisation Panafricaine des Femmes
PACT-GIZ	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
PGPSP	Programme de Gouvernance Partagée de la Sécurité et la Paix
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire Technique et Financier
RECOTRADERéseau des Communicateurs Traditionnels	
REPSFECO	Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
SNV	Organisation néerlandaise pour le développement
VBG	Violences Basées sur le Genre
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

RESUMÉ EXÉCUTIF

La présente étude porte sur la participation des femmes dans la gestion des conflits, qu'ils soient communautaires ou nationaux, et la consolidation de la paix au Mali. Elle s'intéresse à quatre principaux aspects de la participation des femmes :

- 1- Les déterminants et facteurs socioculturels, politiques et économiques de la participation des femmes ;
- 2- L'implication des femmes dans les différents processus de paix que le Mali a expérimentés ;
- 3- La participation des femmes aux mécanismes traditionnels et alternatifs de gestion des conflits dans les localités de l'étude ;
- 4- L'analyse du rôle et la qualité de la participation des femmes à la gestion des conflits

Cette étude de portée nationale a permis de collecter des informations et d'élaborer un certain nombre de recommandations à destination des organisations de la société civile, des acteurs clés et des décideurs. Elle n'est pas exhaustive, mais présente de nombreuses initiatives portées par les femmes et leurs organisations.

L'identification des personnes et des structures consultées a été faite selon plusieurs critères respectant et la représentativité (les sensibilités ethniques, religieuses, socioprofessionnelles, régionales, politiques, de génération, de genre, etc.). Les enquêtes sur le terrain ont été menées dans les 6 communes du District de Bamako et dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Des questionnaires individuels ont été élaborés et soumis à un échantillon constitué de 300 personnes. Cet échantillon est reparti de la façon suivante : 81 membres d'organisations féminines de la société civile ; 93 femmes leaders ; 47 responsables d'OSC/ONG (nationales et internationales) ; 23 leaders jeunes ; 22 personnes déplacées ; 10 responsables de l'administration ; 17 agents de services techniques d'encadrement des femmes ; 28 élus natio-

naux et locaux ; 7 agents de forces armées et de sécurité ; 14 leaders religieux et communautaires ; 15 communicateurs traditionnels ; 75 responsables d'OSC féminines intervenant dans le domaine de la consolidation de la paix et de la réconciliation. Les personnes enquêtées sont des deux sexes et sont âgées de 18 à 62 ans (174 femmes et 126 hommes). Les données recueillies lors des enquêtes de terrain ont été complétées et enrichies par une recherche documentaire.

A l'issue de l'analyse des données, plusieurs facteurs sont ressortis comme étant des éléments déterminant le degré et la qualité de l'implication et de la participation des femmes à la gestion des conflits. Le Mali est une terre de forte diversité où cohabite une mosaïque de peuples, d'organisations sociales et de pratiques culturelles et religieuses. Pour nombres de personnes rencontrées lors de l'étude, malgré cette richesse, les femmes sont confrontées à plusieurs obstacles qui les empêchent d'exercer leurs droits politiques et civiques à l'échelle locale et nationale. La construction sociale contribue à écarter les femmes des sphères du pouvoir et du processus de prise de décision politique, limitant ainsi leur implication dans la vie citoyenne et sociale du pays. En dépit de la mise en place de certaines mesures en faveur d'une représentativité accrue des femmes au sein de la fonction publique, des institutions et des postes électifs, celles-ci restent largement sous représentées dans les sphères décisionnelles. La pauvreté, le manque d'autonomie financière de la majorité des femmes et leur accès restreint à l'éducation, à l'emploi, aux moyens de production sont aussi des obstacles cumulés qui les empêchent de pleinement jouer leur rôle dans la gestion des conflits et même dans le développement du pays.

La perception des hommes a une influence sur les décisions de faire participer ou pas les femmes aux décisions concernant la gestion

des conflits au sein et entre les communautés et aussi au niveau national. Elle détermine également le niveau d'engagement de la femme elle-même - même au sein de la La perception des hommes a une influence sur les décisions de faire participer ou pas les femmes aux décisions concernant la gestion des conflits au sein et entre les communautés et aussi au niveau national. Elle détermine également le niveau d'engagement de la femme elle-même - même au sein de la société. L'analyse des données collectées démontre qu'il y a un contraste entre les discours et les faits concernant l'implication des femmes dans la gestion des conflits. Si au cours de l'étude, plus de 80% des personnes interrogées trouvent que les femmes doivent participer à la gestion des conflits, 20% déclarent leur opposition à cette participation. Pour une femme rencontrée, ces déclarations sont contraires à la réalité et découlent d'une stratégie pour les hommes pour « continuer à faire endormir les femmes ». Pourtant, les analyses démontrent aussi que malgré cette incompréhension, les femmes restent convaincues qu'elles ont un rôle à jouer et sont déterminées à le faire. Ce qui justifie leur profond engagement pour faire leur droit reconnu par la Constitution, les textes nationaux et internationaux signés et ratifiés par le Mali. Pour atteindre leurs objectifs, les femmes de leur côté ont développé des stratégies basées sur leurs points forts.

Indifféremment des régions et des localités enquêtées, les mécanismes de gestion des conflits sont inspirés des us et coutumes et des pratiques religieuses dominantes. Il ressort que les mécanismes traditionnels font, dans la plupart des cas, la part belle aux hommes. Les femmes en sont quasiment exclues et sont impliquées dans des rares cas où elles sont directement concernées. Dans le meilleur des cas, les femmes des castes et les femmes considérées comme âgées sont consultées publiquement. Sur cette question, les défenseurs de la tradition et certains religieux estiment que les femmes ne doivent pas partager publiquement le même espace que les hommes quand il s'agit de la gestion des conflits. Certains d'entre eux estiment que leurs femmes participent à la gestion des conflits mais pas selon les références occidentales, que « chaque femme donne des conseils à son mari et que ce dernier porte la voix de sa femme » d'où l'expression « la nuit porte conseil ». Pourtant du point de vue de certaines per-

sonnes, ce type de participation est révolu et ne correspond plus aux besoins et aux aspirations des femmes qui voudraient être considérées comme des citoyennes à part entière au même titre que les hommes.

En plus des mécanismes traditionnels, ceux dits alternatifs ont souvent été utilisés dans les cas des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, et de plus en plus dans la gestion de la crise au Nord. Cette approche a été introduite dans beaucoup de cas par les ONG et formalisée par la signature de conventions locales modernes. Celles-ci dans leur démarche proposent ou exigent l'inclusivité et donc la participation des femmes aux espaces de négociation et de résolution des conflits. Bien que la participation des femmes soit prise en compte dans de tels mécanismes, beaucoup de femmes pensent qu'il y a encore lieu d'améliorer la qualité de leur implication. En effet, pour certains, même quand elles participent, les décisions prises sont en majorité favorables aux hommes.

Pourtant, beaucoup reconnaissent aux femmes une participation active à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix et un potentiel jusque-là sous exploité. Du point de vue de certaines femmes consultées, si les femmes n'ont pas été systématiquement invitées à la table de négociations depuis les rebellions des années 1990, elles ont su mettre en place des stratégies leur ayant permis de peser efficacement sur les décisions, notamment pendant les pourparlers à Ouagadougou (en 2012) et à Alger (2014-2015). En plus de leur présence, en faible nombre certes, les femmes ont organisé de nombreuses actions de mobilisation pour faire entendre leurs voix. Elles ont initié plusieurs espaces de dialogue entre femmes et aussi entre les femmes et les hommes et des actions humanitaires et de solidarité en faveur des déplacés et réfugiés. Pour une participante, si « les autorités mettent en application leurs engagements nationaux et internationaux en faveur de l'amélioration des conditions des femmes, les femmes pourront mieux contribuer à la recherche de solutions aux conflits, quel que soit leur nature et pourront également mettre leur potentiel au service du développement du Mali»¹.

Beaucoup d'efforts sont déployés par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et

Financiers du Mali ainsi que les institutions internationales pour que les femmes soient davantage représentées au sein des organes de pouvoir et de décision surtout ceux en charge de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger. Il est nécessaire de poursuivre les efforts en cours et de les amplifier en fonction du contexte spécifique du pays. Il faudrait également que les femmes dépassent leurs divergences internes pour s'engager résolument dans une synergie d'actions avec tous les autres acteurs impliqués dans la promotion des droits des femmes.

Cela favoriserait la valorisation de leurs engagements et l'efficacité des politiques, programmes et projets en faveur de leur participation à la vie publique, à la gestion des conflits et à la réconciliation nationale.

¹Entretien individuel District de Bamako

A. CONTEXTE

Le Mali est un grand pays continental, situé dans la bande sahélo-sahélienne avec une superficie de 1 241 238 km². La population est estimée à 15 006 358 ² habitants dont 51% sont des femmes, 48,6% sont des jeunes de moins de 15 ans, avec un accroissement annuel moyen de 3,6%, et une majorité (73%) résidant en milieu rural. Le pays connaît depuis son indépendance des conflits liés aux ressources naturelles, à la mise en œuvre de la décentralisation, des crises politiques et des rebellions au Nord. Ils se sont intensifiés ces dernières années, notamment au Nord sous l'influence des problèmes de gouvernance, de la pauvreté, des crises dans les pays limitrophes (Algérie, Lybie, Niger, Mauritanie) et des activités illégales qui y ont prospéré (trafics humains, drogue, armes).

Le pays était cité un exemple de démocratie en Afrique jusqu'aux événements de 2012. Le Coup d'Etat de mars 2012 est suivi de l'occupation des régions du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal) et d'une partie du Centre (Ségou et Mopti) par des groupes armés. Les conséquences humanitaires sont sans précédent pour le pays: des milliers de personnes déplacées internes et réfugiées⁴, de nombreuses atteintes aux droits humains commises par les différentes parties, etc. Malheureusement, les données sur le nombre de femmes touchées ne représentent qu'une infime partie de la situation réelle. Sur le plan politique, les négociations de paix entre l'Etat et les groupes armés ont été menées à Ouagadougou et à Alger qui ont abouti à la signature de l'Accord préliminaire et de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale (mai-juin 2015), sous l'égide de la communauté internationale. Un Comité de suivi de l'Accord d'Alger a été mis en place avec la participation de la médiation internationale.

L'initiative de faire une étude sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et dans la consolidation de la paix au Mali tient en particulier à plusieurs facteurs. En premier lieu,

il apparaît très clairement, à travers le monde entier, que les situations des hommes et des femmes dans la vie sociale et politique et économique sont très inégales. Face à cette inégalité, une attention particulière doit être donnée aux conditions et à l'implication des femmes dans les situations de conflits car « les femmes constituent, aux côtés des enfants, la majorité des personnes déplacées par les conflits armés et sont le plus souvent les principales victimes des phénomènes de violence extrême tels que les séparations, les privations de liberté, le viol et l'exploitation sexuelle »⁵ comme cela fut le cas lors de la crise de 2012 au Mali

Des efforts ont été faits en faveur de la correction de ce déséquilibre grâce aux actions des organisations de la société civile, des organisations internationales et des Partenaires Techniques et Financiers. Ainsi, la résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies marque une étape importante dans la reconnaissance de la contribution apportée par les femmes au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité et de leurs besoins et préoccupations spécifiques dans les situations de conflits armés.

Cette étude qui intervient dans le cadre de la mise en œuvre du « Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Femmes de la région de Gao pour leur participation inclusive aux processus de prévention et de médiation des conflits (ARC Femmes & Paix) » par l'ONG ACORD au Mali, grâce à l'appui de ONU-FEMMES et au financement du Japon.

Elle vise les objectifs suivants :

- 1- Analyser et documenter le rôle des femmes dans la recherche de la paix depuis l'éclatement de la crise ;
- 2- Identifier les mécanismes de gestion des conflits (traditionnels, actuels) dans les localités de l'étude ;

3- Analyser le rôle et la qualité de la participation des femmes dans ces mécanismes ainsi que leurs capacités pour la consolidation de la paix et la réconciliation ;

4- Faire un mapping des organisations féminines intervenant dans le domaine.

Elle ne vise pas à faire un bilan exhaustif de l'ensemble de ces actions, mais à présenter certaines initiatives développées par les femmes, et à évaluer le potentiel et l'impact de leur participation à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix au Mali.

²Agenda 2016. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable du Mali

³Rachelle Djangone MIAN « ONU-FEMMES au Mali » 2010, <http://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/mali>

⁴Ocha rapport de situation, 39, <http://mali.humanitarianresponse.info/fr/document/rapport-de-situation-n%C2%B0-39-situation-report-no-39>

⁵Rapport du Secrétaire Général sur les femmes, la paix et la sécurité - 2002 - 1154 - F, publié le 16 octobre 2002

B. METHODOLOGIE

a) Les hypothèses :

La présente étude est partie de l'hypothèse selon laquelle la construction de la paix est un processus qui se doit d'être collectif, participatif et inclusif, auquel doivent prendre part non seulement les belligérants, mais aussi toutes les personnes victimes de conflit. Une participation effective des femmes dans les processus de paix peut favoriser les conditions favorables pour l'établissement d'une paix durable.

b) Les zones de l'étude :

Cette étude est de portée nationale, cependant les enquêtes de terrain ont été menées dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal et dans le District de Bamako. Les localités enquêtées ont été choisies parmi les communes prioritaires les plus affectées par la crise de 2012 et selon les impératifs de sécurité et d'accessibilité pour la collecte de données.

Les localités enquêtées par région sont les suivantes :

- Le District de Bamako : les 6 communes ;
- La Région de Ségou : les villes de Ségou et de Niono. Les Communes de Diabaly et de Nampala (par téléphone pour des raisons d'insécurité) ;
- La Région de Mopti : les villes de Mopti, de Sévaré et de Douentza, les Communes de Konna et de Hombori, les villes de Ténenkou et de Youwarou (par téléphone pour des raisons d'insécurité) ;
- La Région de Tombouctou : la ville de Tombouctou, les Communes de Goundam, de Tonka et de Niafunké ;
- La Région de Gao : la ville de Gao, les Communes de Bourem,

d'Ansongo et de Gabéro, les Communes de Ménaka et d'Anderaboukane

(par téléphone) ;

· La Région de Kidal : la ville de Kidal, les Communes d'Aguelhok et de Tessalit (par téléphone).

c) L'échantillonnage :

L'étude se veut davantage qualitative que quantitative et a concerné différentes cibles :

Les organisations féminines et les leaders:

- Organisations féminines (en général) : 81
- Femmes leaders: 93
- Responsables d'OSC/ONG (nationales et internationales) : 47
- Leaders de jeunesse : 23
- Autres(personnes déplacées) : 22

Les responsables de l'Administration publique, des Services Techniques de l'Etat, les Elus et autorités traditionnelles :

- Responsables de l'Administration publique : 10
- Services techniques d'encadrement des femmes : 17
- Elus nationaux et locaux : 28
- Agents de forces armées et de sécurité : 7
- Religieux : 14
- Communicateurs traditionnels : 15

Pour la cartographie des organisations féminines:

- Responsables d'OSC féminines intervenant dans le domaine de la consolidation de la paix et la réconciliation : 75

⁶ Résultats des CROCSAC organisés par le PACT-GIZ (actuel PADRE), l'AMM et les autorités régionales dans le cadre de la planification du processus des débats communaux

Principalement des personnes âgées de 18 à 62 ans ont été consultées lors de cette étude pour un total de 300 personnes (174 femmes et 126 hommes).

L'étude a connu les principales étapes suivantes : la phase de recherche documentaire, la phase de collecte des données sur le terrain et ensuite l'analyse.

d) La phase de la recherche documentaire :

Plusieurs travaux de recherche ont été menés sur les conflits intra et inter communautaires et sur les rebellions au Mali. Mais les études qui font une analyse précise de la participation et de l'implication des femmes dans les mécanismes de gestion des conflits avec un focus sur les rapports entre homme-femme sont encore rares. Les analyses qu'elles proposent s'appuient souvent sur des concepts et une méthodologie non adaptés au contexte malien qui reste complexe.

Près d'une vingtaine d'ouvrages dont des rapports d'étude et des articles de presse sur la thématique ont été exploités. Parmi ceux-ci, se trouvent les principaux rapports d'activités réalisées par les organisations féminines dans le cadre de partenariats avec ONU-FEMMES et la synthèse d'une trentaine de rapports de diagnostics communautaires réalisés par l'AMM et le PACT-GIZ (actuel PADRE) dans les communes les plus affectées par la crise dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao. Plusieurs documents sur Internet ont aussi été utilisés (voir Bibliographie).

e) La phase de collecte de données sur le terrain :

Parallèlement à la phase de recherche documentaire, celle de la collecte de données sur le terrain, s'est traduite par des entretiens individuels et collectifs (focus group). Ceux-ci ont été réalisés dans toutes les localités retenues auprès de 300 personnes. Quant à la collecte des données pour des organisations féminines, elle s'est déroulée en même temps que les enquêtes de terrain. Elle demanda beaucoup d'efforts à cause du nombre élevé d'organisations féminines engagées actuellement dans les activités sur la gestion des conflits, la diffusion de l'Accord issu du processus de paix d'Alger, la justice transitionnelle, etc.

Trois guides d'entretien ont été élaborés et soumis aux personnes et structures enquêtées :

- Le premier à l'intention des organisations féminines, des femmes leaders, des responsables d'OSC/ONG, des leaders communautaires de jeunesse ;
- Le second à l'intention des Agents de l'Administration publique, des Services Techniques d'encadrement des femmes, des Elus, des Agents des Forces Armées et de Sécurité et des personnes ressources (leaders d'opinions, religieux, communicateurs traditionnels ...);
- Le troisième guide d'entretien a été utilisé pour la cartographie des OSC féminines intervenant dans le domaine de la prévention et la gestion de conflits (les résultats font l'objet d'un document séparé).

Les guides d'entretiens ont servi pour les entretiens individuels tandis que le guide d'entretien élaboré à destination des focus groupes visait, quant à lui, à susciter une analyse participative de la participation des femmes à la gestion des conflits. Ces focus groupes ont réuni séparément entre dix et vingt personnes, essentiellement des groupes homogènes (hommes ou femmes ou jeunes ou adultes).

Cette étude a mobilisé 11 enquêteurs et enquêtrices, tous ayant un niveau d'études supérieures. Les enquêteurs ont été supervisés par le Consultant principal. Avant leur déploiement sur le terrain, ils ont été formés sur les outils de collecte à Bamako. Pour des raisons sécuritaires, un enquêteur a été recruté sur place à Kidal avec qui le travail s'est fait par téléphone et par Internet. Les enquêteurs ont été repartis de la façon suivante :

- 3 enquêteurs pour le District de Bamako ;
- 2 enquêteurs pour chacune des régions de Mopti, Tombouctou et Gao ;
- 1 enquêteur pour chacune des régions de Ségou et de Kidal.

f) Les difficultés rencontrées :

La collecte des données sur le terrain a été laborieuse. Les difficultés rencontrées sont de plusieurs natures:

- La situation sécuritaire, avec en trame

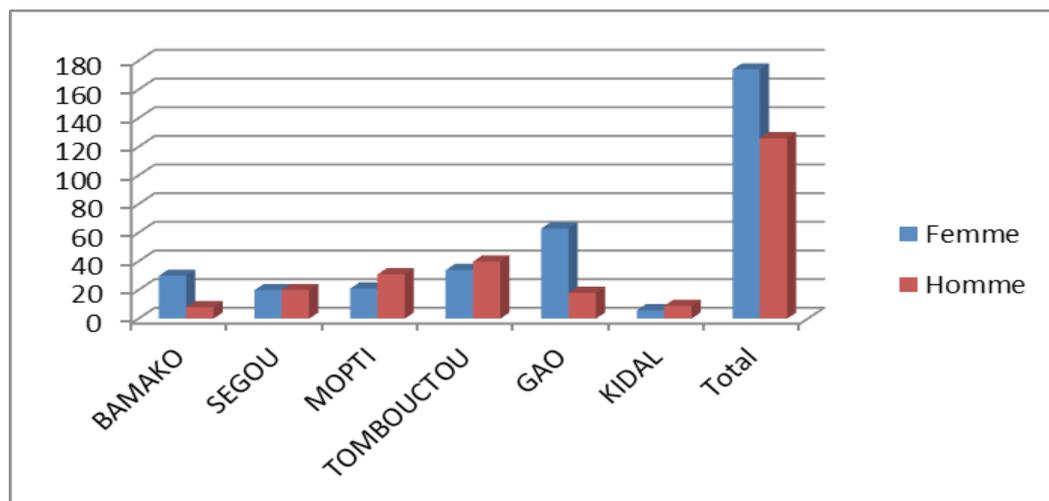
de fonds la fréquence des attaques armées sur les routes, les risques liés à la présence d'engins explosifs dans certaines zones et le mauvais état des pistes, a été la première difficulté pour laquelle il a fallu trouver des solutions au cas par cas. Par exemple, tous les déplacements entre les différentes localités dans la région de Tombouctou ont été faits par voie fluviale afin d'éviter les coupeurs de route et d'éventuels enlèvements de véhicules sur les axes routiers. Aussi, le téléphone a été utilisé pour collecter les données auprès de certaines personnes ressources difficilement accessibles.

La période choisie pour l'enquête terrain, située entre décembre 2015 et janvier 2016, correspondait à celles des congés de fin d'année pour plusieurs structures particulièrement à Bamako où très peu d'entre elles étaient disponibles à accueillir les enquêteurs.

Il a fallu rencontrer certaines personnes à domicile. Cette situation a conduit à poursuivre les rencontres longtemps après la période prévue pour la fin de la collecte de données, notamment pour .

Une autre difficulté rencontrée fut la réticence de certains Agents des Services de Sécurité, de l'Administration publique et des Services Techniques à répondre aux questions des enquêteurs. Ceux-ci ont argumenté leur refus par le caractère sensible du sujet abordé. Malgré la lettre d'introduction délivrée par ACORD, certains services demandaient en plus, une lettre de demande de rendez-vous et pour laquelle, il aurait fallu attendre l'accord de leur hiérarchie. Ces cas de figures ont été aussi rencontrés au niveau de certaines ONG.

Graphique 1 : Statut des personnes rencontrées par région



Carte du Mali indiquant les localités où les collectes de données ont été effectuées (les localités sont marquées en points de couleur rouge) :



C. RESULTAT DE L'ETUDE

CHAPITRE I : DETERMINANTS DE LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX AU MALI

Pour mieux apprécier les analyses issues des résultats de l'étude, il est nécessaire de comprendre les caractéristiques de l'environnement socioculturel, politique et économique dans lequel vivent les populations des zones couvertes par l'étude. Les femmes représentent une proportion importante de la population active et, donc de la richesse pour le pays. Mais ce potentiel ne peut être réalisé que quand les femmes ont la possibilité, comme les hommes, de développer pleinement toutes leurs capacités, d'influencer les processus de décision, de gestion et de contrôle des ressources et d'y faire valoir leurs préoccupations et expériences. Comme évoqué plus haut dans l'introduction, le Mali présente des

réalités sociologiques diverses qui édictent les comportements des différentes communautés et des acteurs clé face aux conflits. A travers ce premier chapitre, une analyse des facteurs socio-culturel, religieux, politique et économique favorisant ou limitant l'implication et la participation des femmes sera faite. Cela permettra de faire ressortir les éléments de disparité entre hommes et femmes pouvant être convertis en besoins et servir d'arguments pour l'élaboration de stratégies en faveur d'une participation effective des femmes dans la vie nationale en général et en particulier à la gestion des conflits et dans la consolidation de la paix au Mali.

1.1 LES DETERMINANTS SOCIOCULTURELS

L'architecture sociale, à travers la répartition des rôles et des pouvoirs est un facteur fondamental pour l'implication ou l'exclusion des femmes, et souvent des jeunes, politique et publique. Dans cette configuration, cette répartition des rôles devient un obstacle à la participation publique des femmes dès lors qu'elle s'appuie sur des règles, coutumes et croyances religieuses qui contribuent à limiter les droits des femmes. Selon le Rapport du Secrétaire Général de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, « dans aucune société, la condition des femmes n'est égale à celle des hommes. Lorsqu'il existe une culture de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes et

des petites filles avant un conflit, elle sera exacerbée pendant le conflit. Si les femmes ne participent pas aux structures décisionnelles d'une société, il est peu probable qu'on les associera aux décisions sur le conflit ou le processus de paix qui suit ». Malheureusement, le Mali n'échappe pas à cette réalité. Ici, les valeurs culturelles et religieuses constituent l'élément régulateur central de la gestion des rapports sociaux et des relations de pouvoir entre hommes et femmes. La répartition des rôles est définie par la culture et les religions (principalement l'Islam) à partir desquels se construisent les inégalités de genre et les normes sociales.

1.1.1 Les influences socio traditionnelles

Dans l'ensemble des régions consultées lors de cette étude, il ressort que le regard traditionnel qui fait de la guerre « une affaire des hommes » est largement partagé. Pourtant chacune de ces zones regorge d'histoires de femmes célèbres ayant contribué à faire la paix et à souder les liens familiaux ou communautaires ou qui auraient participé à des combats (comme Nyélé de Ségou). Il est aussi connu que des femmes ont parfois joué un rôle de « catalyseur » des conflits sans être sur les champs de bataille. En effet, certaines poussent les hommes à « laver les affronts », les flattent à travers des récits des guerriers, poussent des « youyous » quand les hommes vont au combat ou en reviennent, toutes choses qui seraient de nature à encourager ou à amplifier les conflits, du point de vue de certaines personnes.

Certains éléments culturels sont reconnus par beaucoup comme des valeurs qui reconnaissent un rôle et une place importante aux femmes. Parmi les pratiques citées nous avons entre autres : les liens de mariage portés par les femmes ; le cousinage à plaisanterie ou « sinankuya » ; le respect des totems (il s'agit d'interdits pour certaines familles, voire certaines communautés); le respect dû aux ainé(e)s ; les pactes entre certaines familles ou certaines ethnies, entre certaines familles et certaines communautés ; le rôle de médiation des hommes de castes, etc. Bien que ces éléments

soient bien appréciés par la quasi-totalité des personnes ayant participé à cette étude (soit 98% d'entre elles), environ 77% estiment que ces valeurs sont de plus en plus utilisées à mauvais escient. Selon certains, « que ce soit le cousinage à plaisanterie ou les totems ou les liens de parenté, les gens en abusent et en font des éléments de contournement au point que beaucoup se détournent de plus en plus de ces valeurs ». Pour d'autres, « l'influence des cultures occidentales et le manque de transmission de ces valeurs contribuent également à leur dépréciation ».

Pour d'autres, cela est insuffisant pour dire que les femmes sont des vraies actrices des conflits. Une analyse approfondie de cette dernière position permet de se rendre compte que cette position est aussi, pour beaucoup, l'élément qui détermine les arguments pour justifier l'exclusion des femmes des espaces de règlement des conflits. Et cette perception se structure autour des héritages culturels et religieux qui ont consacré une inégalité des sexes. Dans une société majoritairement patriarcale, les déséquilibres dans les rapports sociaux et de pouvoir entre les hommes et les femmes trouvent leurs fondements dans le schéma de construction et de formation des familles, des communautés et de la nation elle-même. Bien que la Constitution de 1992 consacre l'égalité entre les sexes et la partici-

⁷Rapport du Secrétaire Général des NU sur les femmes, la paix et la sécurité - 2002 - 1154 - F, publié le 16 octobre 2002

pation effective des femmes à la construction nationale, les normes sociales traditionnelles et religieuses, qui limitent la participation des femmes aux espaces de gestion des conflits depuis la période précoloniale jusqu'à l'avènement de la démocratie, continuent de prendre le pas sur les dispositions légales et les engagements internationaux du Mali.

Un autre élément important est que les populations rurales restent très influencées par les traditions et les valeurs culturelles héritées des coutumes locales. Or celles-ci, dans leur majorité, ne reconnaissent que peu de rôle politique aux femmes. Parmi les coutumes ou pratiques qui contribuent à limiter ou à empêcher l'implication et la participation des femmes dans la sphère publique, figurent tout d'abord les règles qui régissent les rapports au sein du domaine familial. Les femmes sont généralement exclues du contrôle des revenus du ménage alors même qu'elles contribuent en grande partie dans l'économie familiale grâce aux activités de production diverses. Ce phénomène est beaucoup plus accentué dans le milieu rural qu'urbain du fait que les femmes urbaines disposent de plus d'opportunités économiques. D'autres pratiques discriminatoires envers les femmes existent au niveau familial comme celles qui consistent à leur interdire de prendre la parole en public ou de participer aux processus de prise de décision, ou encore le mariage précoce des filles, qui s'accompagne généralement d'un abandon du cycle d'étude. Ces coutumes et pratiques ont une influence cruciale sur la perception qu'ont les femmes de leur rôle économique, politique ou social au sein de la société. Toutefois, celles-ci participent souvent, consciemment ou inconsciemment, à la reproduction des normes sociales régissant les relations entre les sexes surtout lorsqu'elles adoptent un comportement qui obéit aux conceptions traditionnelles du rôle des femmes. Et nombre

d'entre elles ont peur de s'impliquer à cause des préjugés des autres membres de la communauté (hommes et femmes).

Il est aussi important de souligner que le débat sur la question de la participation des femmes à la gestion des conflits n'est pas perçu de la même manière selon le niveau d'instruction, la classe sociale, le milieu rural ou urbain et aussi selon que l'on soit au nord ou au sud du pays. Malgré cette diversité dans la perception sur le sujet, les résultats issus de l'analyse de plusieurs mécanismes traditionnels de gestion des conflits font ressortir que ceux-ci font la part belle aux hommes au détriment des femmes. Ils se réfèrent aux normes traditionnelles qui sont pour la plupart défavorables aux femmes et n'associent les femmes que lorsque le conflit les concerne directement. Réagissant à cette analyse, certaines personnes, pour la plupart des hommes, estiment que les femmes sont bien impliquées, « mais pas comme dans les sociétés occidentales »¹⁰. Pour certains, l'adage selon lequel « la nuit porte conseil » est une forme d'implication des femmes. Aussi, au cours d'un focus group, une participante affirma, dans le même ordre d'idée, que dans le milieu Bozo, « les femmes n'assistent pas directement aux débats sous l'arbre à palabres avec les hommes, mais restent toujours à proximité de façon à entendre ce qui se dit, et surtout les propos de leurs maris. Par des sons ou par des gestes, elles expriment leur approbation ou désapprobation pour une décision, participant ainsi à la prise de décision dans le cadre de la gestion d'un conflit »¹¹. Si du point de vue de cette participante, cela est une forme de participation, une autre participante estime que celle-ci « est minimaliste et révolue, elle devrait aller plus loin en donnant aux femmes un réel accès à l'espace de discussion »¹². Autant dire que les points de vue, sur cette forme de participation, restent clairement partagés, même parmi les femmes.

⁸ Entretien individuel Région de Ségou

⁹ Entretien individuel Région de Mopti

1.1.2 Les influences des institutions religieuses

Les institutions religieuses ont été citées comme des actrices incontournables à une analyse plus complète de la problématique. Selon certaines participantes à l'étude, « en plus des considérations socio-traditionnelles, la religion contribue aussi à influencer les positions des décideurs sur la participation des femmes à la gestion des conflits »¹³. Du point de vue d'une participante, « certains discours religieux sont de nature à limiter également la participation des femmes, favorisant un plus grand déséquilibre entre les femmes et les hommes dans le domaine de la gestion des conflits »¹⁴. Selon une autre participante « les religions de chez nous, que ce soit le christianisme ou l'islam, magnifient la femme, mais certains discours tenus par certains religieux attribuent, au mieux, des rôles de second ordre aux femmes, sinon, estiment que les femmes n'ont pas de rôle et de place dans la gestion des conflits et doivent se contenter de suivre les décisions de leurs maris »¹⁵. Ainsi, de ce point de vue, certains religieux en dépit des

valeurs qu'ils défendent publiquement restent profondément proches des valeurs traditionnelles conservatrices qui refusent le droit de la parole en public aux femmes. Pourtant, sur la même question, un leader religieux, réfutant cette perception sur la religion, estime que « les discours qui refusent le respect et la considération aux femmes et même leur implication effective dans la gestion des affaires au niveau de la famille et de la communauté, sont des interprétations malveillantes de la religion pour servir des intérêts personnels »¹⁶. Du point de vue d'un autre religieux, « ces écarts dans les discours des religieux résultent de la multiplicité des courants religieux qui sont de nature à semer le doute dans la tête des fidèles et à les mettre sur le mauvais chemin »¹⁷. Ces divergences de points de vue peuvent avoir un impact très négatif sur l'implication des femmes dans les sphères de décision quand on sait que les leaders religieux ont une grande influence sur les leaders politiques au Mali

¹⁰ Entretien individuel leader communautaire Gao

¹¹ Focus group Commune V Bamako

¹² Focus group Commune II Bamako

¹³ Focus group femmes Région de Tombouctou

¹⁴ Entretien individuel femme leader District de Bamako

¹⁵ Entretien individuel femme leader Région de Gao

¹⁶ Entretien individuel leader religieux Région de Tombouctou

¹⁷ Entretien individuel leader religieux District de Bamako

1.2 LES DETERMINANTS POLITIQUES

Au cours de cette étude, plus de 98% des personnes qui se sont exprimées sur la participation politique des femmes trouvent que la faible présence des femmes dans les instances de décision politique est un facteur limitant leur participation dans la gestion des conflits car de plus en plus les conflits sont gérés par les politiques.

Suite à la mobilisation et la détermination des femmes à sauvegarder les acquis de la révolution de 1991, le Gouvernement de la Transition a initié des actions de promotion des femmes. Le Ministère de la Santé publique, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme a été alors créé ainsi que le Secrétariat d'État chargé de l'Action Sociale et de la Promotion Féminine. Sous l'impulsion d'une société civile active émergente, ces efforts seront prolongés, après la transition, par les pouvoirs successifs depuis 1992. Ainsi, en 1993, fut créé un Commissariat à la Promotion des Femmes ; pour se conformer aux engagements de la conférence de Beijing, le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) fut créé en 1997 ; puis la Direction Nationale de la Promotion Féminine en 1999.

En 2001, le MPFEF a élaboré un premier plan d'action (2002-2006), puis une politique nationale prenant en compte des besoins pratiques et stratégiques des femmes pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux (2007). Un Document de Politique Nationale Genre (PNG) fut adopté en 2011 pour lequel le Décret n° 2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014 fixe le mécanisme institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre. A son article 2, le décret cite les organes consultatifs qui sont :

- . Le Conseil supérieur de la Politique Nationale Genre ;
- . Le Secrétariat Permanent de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre ;
- . Les comités sectoriels d'institutionnalisation de la Politique Nationale Genre ;
- . Les comités régionaux de suivi des questions Genre.

Ils viennent renforcer les instruments internationaux qui ont déjà été ratifiés par le Mali. Il s'agit notamment de la Déclaration Univer-

selle des Droits de l'Homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo). En matière d'implication des femmes dans la gestion des conflits, un Plan d'Action national de la résolution 1325 (2000) est aussi en cours de mise en œuvre par le MPFEF en partenariat avec les organisations féminines, avec un appui d'ONU-Femmes, de la MINUSMA et des PTF.

Cependant, une analyse de la situation fait ressortir un grand fossé avec la réalité. Selon une femme leader, « en dehors du Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille limité dans ses initiatives par un manque de moyens, aucun autre ministère ne semble se préoccuper du sort des femmes »¹⁸. Alors que du point de vue de certaines personnes rencontrées lors de l'étude, « certaines mesures avancées pour favoriser l'égalité entre les genres, souvent basées sur des modèles étrangers, ne prennent pas en compte les réalités maliennes, ce qui limite leur appropriation par les populations y compris par une majorité des femmes elles-mêmes »¹⁹.

Ce semblant de désintérêt ou de méfiance pour la question de l'égalité entre les femmes et hommes trouve son prolongement jusque dans la sphère politique avec comme conséquence une faible représentation des femmes dans les instances de décisions des partis politiques et aussi au sein des institutions de la République. L'analyse des données collectées au cours de cette étude révèle une faible adhésion des femmes aux partis politiques et par conséquent leur quasi absence sur l'échiquier politique national bien qu'elles soient les plus actives pour la mobilisation lors des campagnes électorales ou des manifestations.

¹⁸ Entretien individuel District de Bamako

¹⁹ Entretien individuel leader communautaire Région de Ségou

Actuellement, l'Assemblée nationale du Mali ne compte que 14 femmes élues sur 147 députés soit 9.5%. Elles étaient seulement au nombre de 15 (soit 10.20%) lors de la précédente législature. Au sein du Gouvernement nommé le 15 janvier 2016, on compte 5 femmes parmi les 32 ministres soit 15%. Aussi, lors des négociations d'Alger (2014 - 2015), il n'y avait que 18 femmes sur plus de 200 personnes présentes soit seulement 9% de femmes. Six femmes furent désignées au sein de l'ancienne Commission de Dialogue et Réconciliations (CDR).

Pour ce qui concerne les nominations au sein de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), il y a 6 femmes sur 25 Commissaires (soit 24%) et 4 femmes Chargées de mission sur 14 (soit 29%).

Ces taux ainsi évoqués ne sont pas encore

conformes au quota des 30% de femmes selon la Loi votée par l'Assemblée Nationale, qui est une avancée majeure pour le pays. Ce qui fait dire à une femme rencontrée que « les femmes sont peu représentées dans les instances de décisions. Il y a même des doutes que la récente loi sur le quota de 30% pourra résoudre la situation car les gens pensent qu'elle ne sera pas appliquée et que le Gouvernement n'y pourra rien »²⁰. La situation au niveau local n'est pas pour autant meilleure. Suite aux dernières élections communales du 26 avril 2009, seules 7 femmes ont pu être élues au poste de Maire dans les 703 municipalités que compte le pays, soit moins de 1%. Au cours de la même élection, 934 femmes ont été élues Conseillères sur 10 777, soit environ 9% avec la répartition suivante :²¹

Tableau No1 : Répartition des Conseillères communales

Localité	Taux	Localité	Taux
Région de Kayes	3,51%	Région de Mopti	3,47%
Région de Koulikoro	4,77%	Région de Gao	1,71%
Région de Ségou	4,44%	Région de Tombouctou	0,69%
Région de Sikasso	4,09%	Région de Kidal	0%
		District de Bamako	16,73%

Du point de vue d'une femme engagée sur le plan politique, « la culture démocratique a encore du chemin à faire au Mali, car les populations se laissent acheter par les politiciens qui leurs proposent de l'argent. Elles ne se soucient qu'à peine de savoir quel est le programme du candidat, tant que cela sera, les femmes seront toujours sous représentées car elles n'ont pas les moyens financiers considérables des hommes »²².

Au-delà des obstacles sociaux, et de la faible représentativité des femmes dans les instances politiques, un autre élément important qui explique et approfondit les inégalités entre les femmes et les hommes est le facteur économique.

²⁰ Entretien collectif femmes leaders Région de Ségou

²¹ Données et analyse statistiques Association des Municipalités du Mali (AMM)

²² Entretien individuel femme leader District de Bamako

1.3 LES DETERMINANTS ECONOMIQUES

La participation des femmes à la vie économique reste encore en deçà de leur potentiel. La principale activité économique dans les zones rurales reste l'Agriculture, occupant 95% des travailleurs ruraux dont 51,2% d'hommes et 48,7% de femmes²³. Dans la Fonction publique, les hommes occupent 85,5% des effectifs de la catégorie A, alors qu'un plus grand nombre de femmes se trouvent dans la catégorie inférieure B1 (44,1% des effectifs)²⁴. Les femmes sont employées en grande majorité dans le secteur informel et leur niveau de qualification est très faible, une des conséquences du faible taux de scolarisation et de la déscolarisation des filles. Les femmes travaillent pour la plupart dans des branches ou secteurs où il y a peu de sécurité et de stabilité de l'emploi, et à des postes de niveau inférieur, sans perspective d'évolution dans le temps, et partant sans amélioration des revenus possible²⁵. Les femmes actives sont concentrées à 95% dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce, les activités de transformation et les activités domestiques et d'hôtellerie – restauration²⁶.

Elles ont un faible accès à la terre et au crédit bancaire du fait qu'elles n'arrivent pas souvent à réunir les garanties exigées en raison de la petite taille de leurs entreprises ou de leurs exploitations. Pour remédier à cette situation, la stratégie nationale et le plan d'actions pour le développement de la micro finance (2008-2012) ont été élaborés pour renforcer l'accès des femmes aux services financiers, grâce à une offre adaptée aux milieux urbain et rural, aux AGR et aux PME²⁷. Plusieurs projets financés par les partenaires du Mali ont également vu le jour pour promouvoir l'entreprenariat féminin dans plusieurs secteurs économiques. Des banques ont également mis en place des programmes dans le même sens avec des conditions plus allégées²⁸. Si ces efforts ont

permis à certaines femmes d'améliorer leur cadre de travail et de vie et même leur statut au sein de la société, une grande majorité des femmes n'a pas encore accès aux opportunités économiques au même titre que les hommes.

Dans toutes les zones enquêtées, le pouvoir économique des femmes est plus faible que celui des hommes, qu'il s'agisse du milieu rural ou du milieu urbain, cependant comme cela a été évoqué précédemment, cette situation est plus accentuée dans les milieux ruraux et dans les zones écologiquement plus fragiles. Certaines participantes à l'étude pensent que « plus que liés aux coutumes, économiques jouent un rôle plus important dans la faiblesse de la participation des femmes à la gestion des conflits, car elles conditionnent la participation politique qui reste une condition pour faire évoluer les politiques vers plus d'équité entre les femmes et les hommes »²⁹. Pour d'autres, « sans un minimum de capacités économiques, la participation des femmes à la gestion des conflits sera relativement limitée quelle que soit la volonté des femmes »³⁰.

A la lecture de ce premier chapitre, on se rend à l'évidence que les inégalités entre les femmes et les hommes sont manifestes dans tous les domaines malgré les engagements politiques nationaux, régionaux et internationaux et les appuis apportés par les partenaires du Mali. Certes des efforts sont faits, mais la description faite des facteurs qui déterminent la participation effective des femmes à la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali démontre qu'il y a encore du chemin à parcourir pour que les femmes puissent accéder aux moyens sociaux, politiques et économiques nécessaires à leur pleine participation au développement du pays de façon générale et dans la gestion des conflits qui sont de plus en plus récurrents.

²³ Mamadou Diakité, Programme Conjoint d'Appui à la Promotion des Droits Humains et du Genre (PCDHG) « Etude pour la définition d'une politique nationale et d'un plan d'action national de promotion et de protection des droits humains », mai 2010

²⁴ Rapport Profil Genre Pays, 2011, Groupe de la Banque Africaine de Développement

²⁵ Groupe de la Banque Africaine de Développement, « Mali Profil du Genre Pays », Décembre 2011

²⁶ Yves Bourdet et al. ASDI « Inégalités de genre, croissance et lutte contre la pauvreté au Mali », 2010

²⁷ Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Politique Nationale Genre, 2010

²⁸ La Banque Of Africa, Programme Femme entrepreneure

²⁹ Focus group femmes leaders Région de Gao

³⁰ Entretien individuel femme leader Région de Tombouctou

CHAPITRE II. LES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE GESTION DES CONFLITS ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

La période allant d'avant des indépendances aux années 1990 a vu les femmes s'organiser en unions au sein des partis politiques, sans pour autant être actives officiellement sur le plan de la gestion des conflits. Leur participation durant cette période est très peu documentée.

Du point de vue de certaines personnes rencontrées, les femmes ont toujours été présentes sur la scène politique depuis l'indépendance, à travers les « Unions de femmes »³¹ et au sein des bureaux politiques nationaux des partis qui ont exercé le pouvoir. Sans nier cet état de fait, beaucoup d'autres estiment que cette représentation n'était pas équitable et ne donnait pas plus de voix aux femmes sur les questions sérieuses telles que la gestion des conflits au sein ou entre les communautés ou encore entre le Gouvernement et les groupes armés. Du point de vue de la plupart des femmes leaders rencontrées au cours de l'étude, cette représentation s'apparentait beaucoup plus à un instrument de mobilisation populaire aux mains des hommes qu'à une réelle participation à la réflexion et aux prises de décisions.

2.1 DURANT LA PERIODE 1991 - 2012

Les années 1990 ont vu l'éclosion d'un mouvement associatif dense avec la formation d'une société civile constituée par une grande majorité d'associations et d'ONG féminines.

L'adoption de la Constitution de la troisième République du 25 février 1992 a ouvert une véritable période démocratique. Malgré le degré de préparation plus élevé des hommes à saisir cette ouverture politique, c'est véritablement à cette période que les femmes ont réussi à mettre en place les bases d'un militantisme féminin affirmé et reconnu au plan national et international. Fortes des dispositions constitutionnelles et des acquis de leur participation aux événements de mars 1991, les femmes vont prendre l'initiative d'engager publiquement la lutte pour leur pleine implication et participation aux débats publics sur toutes les questions nationales, notamment sur la gestion de la rébellion de 1991. A cette époque, les premières associations féminines ayant comme activités principales la consolidation de la paix verront le jour pour accompagner la mise en œuvre du Pacte national (11 avril 1992), et des Accords d'Alger (4 juillet 2006) et de Tamarasset. Des rencontres intercommunautaires ont été organisées, ce qui a eu un grand impact sur la réconciliation, la moralisation et la solidarité intercommunautaires. Les communautés se sont rappelé leur riche histoire dans des États comme l'Empire du Ghana, l'Empire du Mali, le Royaume songhaï et la Confédération touareg Iwillimidère

de la Boucle du Niger, et qu'elles ont toujours entretenu une culture de paix qu'elles se doivent toujours de sauvegarder. Cette culture de la paix était entretenue par son introduction dans l'enseignement, ainsi que par l'adoption de symboliques chargées de mémoire forte comme la « Flamme de la paix » organisée à Tombouctou le 27 mars 1996.

C'est dans cette dynamique que le Mouvement National des Femmes pour la sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale (MNFUN) verra le jour. Sa création permit aux femmes « d'agir en tant que membres à part entière de la société civile. C'est à ce titre qu'elles ont pris part à la Conférence nationale du 27 juillet au 12 août 1991 qui a décidé de la tenue d'une Conférence spéciale sur le problème du Nord. Ensuite, elles participèrent à la Conférence préparatoire de Ségou sur le Nord du 25 au 27 novembre 1991 et à celle de Mopti du 16 au 18 décembre 1991 pour préparer la signature du pacte national »³². Les femmes se sont alors mobilisées dans toutes les régions du Mali. Cette mobilisation des femmes trouvait sa justification dans la menace de dégradation du tissu social à cette époque. Aussi, elles étaient convaincues de leurs potentiels à contribuer à arrêter les violences dont elles étaient les premières victimes. Ainsi, les femmes furent représentées à toutes les concertations régionales sur la crise du Nord, organisées par le Gouvernement sur

l'étendue du territoire national au cours desquelles elles ont eu droit à la parole. Elles ont associé les autorités traditionnelles dans leurs activités afin de créer un ancrage social des OSC de femmes au niveau communautaire et l'acceptation des propositions des femmes. En plus, elles prirent une part active sur le terrain à travers des actions de sensibilisation au sein des communautés et auprès des représentants de l'Administration publique. Bien que ce mouvement des femmes soit national, il était essentiellement porté par des femmes ressortissantes des régions de Nord (Gao, Tombouctou et Kidal). Cette participation réussie des femmes du Nord à la gestion du conflit de 1991 a inspiré les femmes du Sud qui se sont aussi mobilisées pour engager des actions en faveur de la paix et la réconciliation chaque fois que cela s'avérait nécessaire.

En 1992, malgré cette implication et cette volonté affichée des femmes à participer aux efforts pour le retour de la paix, elles ont rencontré plusieurs formes de résistance de la part des décideurs qui étaient majoritairement des hommes. Comme en témoigne une historienne grand témoin de cette époque : « L'Administration était franchement hostile à l'implication des femmes sur le terrain, jugée trop dangereuse. Au départ, elle mettait de la lenteur à préparer et convoquer les rencontres avec les communautés, écartelée entre les habitudes et le vent de la démocratisation. Quand elle

s'est rendue compte que leur contribution portait ses fruits, elle est devenue plus réceptive. Lorsque les groupes rebelles ont pris en otage la ville de Kidal pour empêcher sa population de participer au Référendum constitutionnel de 1992, c'est l'Administration elle-même qui a suggéré et facilité l'intervention du mouvement des femmes. Ces dernières, arrivées à Kidal par avion militaire, ont réussi à convaincre les rebelles à renoncer à leur projet de boycott et à s'inscrire dans le renouveau politique en cours dans le pays »³³.

Après une dizaine d'année de paix, une troisième rébellion est intervenue en 2006 essentiellement à Ménaka et dans la région de Kidal. Aussi dans le cadre de la recherche de solution à cette crise, les femmes jouèrent un rôle important sous plusieurs formes. En plus des actions de mobilisation, sensibilisation et de médiation, elles organisèrent des formations dans les domaines de la gestion des conflits dans les zones affectées par les conflits. Les femmes instruites furent d'un apport important pour leurs sœurs des milieux ruraux. Elles s'organisèrent pour mobiliser des financements pour la mise en œuvre des activités génératrices de revenu pour les femmes et les jeunes filles en situation difficile. Cet élan de solidarité se maintiendra jusqu'à l'éclatement de la crise de 2012.

³³ US- RDA ; UNFM, etc.

2.2 DEPUIS L'ECLATEMENT DE LA CRISE DE 2012

La crise de 2012 affecta en premier lieu les femmes et les jeunes filles qui furent victimes des violations de toutes sortes (pertes en vies humaines, déplacements forcés, séparations, viols, mariages forcés ou précoces, violences

physiques et psychologiques, privation de liberté, etc.). Et cela eu pour effet de relancer la mobilisation et l'engagement des femmes en faveur de la paix.

2.2.1 Au niveau national :

A la suite du Coup d'Etat de mars 2012, les femmes se sont impliquées auprès de la classe politique et des autorités de la transition pour trouver des solutions au conflit qui opposait les «pros» et les «contre» coup d'Etat. Les femmes des militaires de Kati avaient informé à l'avance l'opinion publique et les OSC féminines sur la gravité de la situation au sein des forces armées. Elles ont saisi les OSC féminines dès les premiers coups de feu dans le camp de Kati et à l'ORTM. « Les femmes ont été un élément déclencheur de cette crise, suite aux différentes attaques, les femmes de Kati ont été les premières à vouloir marcher sur le Palais de Koulouba pour pouvoir aller s'informer directement auprès du Président de la République... Mais en marge elles ont été aussi les principales victimes »³⁴. Après le coup d'Etat, à Bamako, les femmes de toutes les catégories socio-professionnelles (fonctionnaires, membres des OSC, militaires, vendeuses dans les marchés, etc.) se sont réunies de façon spontanée à Maison de la Femme Rive droite pour chercher des solutions et ont rédigé un Manifeste. Les organisations féminines ont aussi organisé une rencontre chez les familles fondatrices de Bamako entre les responsables des différentes tendances pour rapprocher les positions et éviter que la situation ne s'aggrave. Ainsi, les femmes ont initié plusieurs actions politiques pour contribuer à la réflexion pour la sortie de crise et pour réclamer leur implication dans le processus, dont :

. L'élaboration du Manifeste des femmes pour la paix, le retour à l'ordre constitutionnel et la libération des personnes détenues publié le 29 mars 2012. Une cinquantaine de femmes ont remis ce document la nuit au Chef de la Junte à Kati, celui-ci aurait dit « c'est la première fois qu'on vient me parler du Mali. Depuis que j'ai pris le pouvoir, tous ceux qui viennent me voir, c'est pour des problèmes

personnels »³⁵ ;

. L'organisation d'un « Sit-in » au Centre International de Conférences de Bamako le 05 avril 2012 ;

. L'élaboration de messages destinés aux autorités nationales, régionales et onusiennes pour favoriser la prise en compte des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des femmes dans la sortie de crise le 10 avril 2012 ;

. L'organisation d'une grande marche des femmes le 13 avril 2012 pour fustiger les violences perpétrées sur les femmes et les filles dans les régions du Nord et réclamer l'unité et l'intégrité du territoire ;

. L'élaboration des stratégies pour une sortie de crise le 18 avril 2012 ;

. Les rencontres avec les militaires, les chefs traditionnels, les chefs religieux, les jeunes ;

. L'analyse de l'Accord préliminaire de Ouagadougou par un groupe restreint du 23 au 25 avril 2012 ;

. Plusieurs rencontres avec les Ambassades et Institutions au Mali et une lettre a été adressée aux Partenaires Techniques et Financiers pour la prise en compte de l'équité genre dans des situations de conflits, le 26 avril 2012 ;

. La Lettre ouverte au Premier Ministre relative à la représentativité des femmes au Gouvernement, le 4 mai 2012 ;

. La participation aux négociations de Ouagadougou sans y être invitées et sans accréditation « elles ont forcé la porte pour être à la table de négociations³⁶ ». A l'origine, elles n'étaient même pas informées sur la réunion. Elles ont préfinancé la participation de 4 représentantes (la Présidente de la CAFO, la Présidente du REPSFECO/Mali, la Présidente de FEMNET et la Présidente de AFIP) et ensuite ont reçu un appui de ONU Femmes. Dans les autres délégations, il y a avait seulement 2 autres femmes dans un groupe de

³² Bintou Sanankoua, Atelier « Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest » du 26 au 28 avril 2006

³³ Bintou Sanankoua (op cite)

près de 80 hommes.

. Le plaidoyer: rencontres avec les Ambassadeurs, avec la Directrice d'ONU Femmes, avec le Haut Représentant des Droits de l'Homme à qui elles ont remis des déclarations ;

. La participation aux négociations d'Alger, même si elles étaient minoritaires ;

. L'élaboration de déclarations de soutien à la signature de l'Accord de paix du 15 mai 2015 à Bamako ;

. L'organisation des voyages d'études au Burkina Faso, en Mauritanie pour échanger avec les femmes réfugiées dans ces pays et recenser leurs besoins humanitaires.

Grâce au soutien d'ONU-femmes, de la MINUSMA et d'autres partenaires, elles vont acquérir des capacités de plaidoyer pour leur implication dans la gestion de la crise. Cela permettra entre autres la participation d'une délégation de quatre femmes lors des négociations du 15 au 17 Avril 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso). Cet accord sera signé par les parties prenantes le 18 juin 2013. Certes, elles ont été présentes, mais sans avoir été sollicitées en tant que « mouvements de femmes ». Les femmes initialement présentes étaient membres des délégations officielles et pas des représentantes des organisations féminines. D'ailleurs, quand les femmes représentantes des OSC féminines sont parvenues à se rendre aux rencontres grâce à l'appui de partenaires comme ONU-Femmes, elles ont tenté de joindre à elles les premières pour former un front commun, sans y parvenir. Elles ont pu prendre place dans la salle sans invitations, sans badges officiels. Au début, elles n'avaient pas la possibilité de prendre la parole car n'étant pas sur la liste des intervenants. Il a fallu la facilitation de certains officiels du Mali et du Burkina Faso pour que leurs sièges soient mieux situés dans la salle, pour que leurs propositions qu'elles avaient écrites sur des feuilles soient prises en compte. Mais grâce à leur persévérance et à la force de leurs propositions, elles ont fini par forcer l'admiration et à faire entendre leurs voix. En ce qui concerne les accords issus du proces-

sus d'Alger, sur toutes les délégations confondues, il semble qu'il n'y avait que 18 femmes sur plus de 200 personnes. Au départ, il n'y avait pas de représentante de OSC féminines « Il semble qu'il n'y avait aucune femme représentant les OSC féminines dans la délégation qui a été à Alger pour l'élaboration de la feuille de route, même s'il y avait des femmes dans l'équipe du Haut Représentant du Président de la République. Cette insuffisance a ensuite été corrigée par le Haut Représentant qui a désigné des femmes, et celles-ci et les femmes de la Plateforme des femmes leaders ont été formées par le Ministère de la Réconciliation nationale sur la justice transitionnelle, sur comment discuter, comment exprimer ses besoins, etc. avec le soutien du Gouvernement suisse. Quatre femmes (1 de Gao, 1 de Kidal, 2 de Tombouctou) ont été désignées par la Plateforme des femmes leaders pour participer au round de septembre. Elles sont arrivées après l'ouverture des travaux »³⁷.

Une situation paradoxale a même été constatée en ce qui concerne de femmes dans la délégation de Gao alors que leur implication et leur courage étaient reconnus à tous les niveaux « Gao était la seule région qui n'avait pas de femme dans sa délégation, c'est quand même dommage. Et c'est la seule région où les femmes se sont battues. Comment vous venez et vous laissez celles qui ont gardé les maisons après vous ? ce sont les femmes et les jeunes qui ont fait face aux combattants ! ce sont eux qui ont défié quand les groupes armés ont dit aucune femme n'ira au marché, toutes les femmes sont sorties ce jour-là ! les jours de fête quand on dit aux femmes de ne pas sortir, elles s'habillent correctement et joliment et elles sont dans les rues ! c'est au risque de leur vie ! c'est la région où les femmes ont été le plus violentées, où il y a le plus de femmes combattantes l'arme à la main. Mais les hommes ont osé venir à Alger sans femmes. Et cela a créé des problèmes, après il y a des femmes qui ont rejoint les groupes armés ... Elles ont dit : on nous a exclues parce qu'aujourd'hui il y a la paix, hier ils sont allés et nous ont laissé à

³⁴Entretien individuel femme leader District de Bamako

³⁵Entretien individuel femme leader District de Bamako

³⁶Entretien individuel femme leader District de Bamako

la maison, armes à la main, cailloux à la main, bâtons à la main et on a tout perdu ! la liste de Gao devait être retournée à Bamako pour demander qu'il y ait des femmes ³⁸. Le dépit et le découragement étaient grands suite à ce constat amer.

Grâce à l'Unité Genre de la MINUSMA, les organisations féminines ont fait un atelier avec 50 femmes (de Bamako, Mopti, Tombouctou, Kidal, Gao) pour élaborer une position sur l'Accord issu du processus d'Alger. A Alger, les femmes de la Plateforme se sont dans les groupes thématiques selon leurs expertises. Elles ont insisté pour s'inscrire dans les listes d'interventions et ont su se faire reconnaître

par la Médiation. A leur retour, elles ont fait des restitutions auprès de 100 femmes dans chaque région sauf à Kidal, avec l'appui du Ministère de la Réconciliation nationale. Elles ont identifié les priorités dans chaque région avec des spécificités selon les zones. Les femmes ont réalisé parallèlement aux négociations d'Alger, des conférences, des causeries débats et des actions de plaidoyer pour faire entendre leurs voix, même s'il n'est pas facile d'en mesurer les effets sur les résultats des négociations. Depuis la signature de l'Accord de paix, elles ont organisé à travers toutes les régions, des journées de sensibilisation et d'explications aux populations et aux femmes en particulier.

2.2.2 Aux niveaux régional, local et communautaire :

A BAMAKO

- Contacts informels avec les décideurs, les hommes politiques, les militaires et les femmes de militaires à propos des événements de Kati
- Sensibilisation et médiation entre les militaires durant les combats entre les bérets verts et les bérets rouges
- Mobilisation pour l'accueil des déplacés du Nord, Bamako constituant le plus grand centre d'accueil des populations déplacées, des sessions d'information et de sensibilisation ont été tenues dans les six communes du District
- Les femmes se sont mobilisées à travers leurs associations. Plusieurs organisations féminines ont organisé des formations sur la paix et la réconciliation en faveur des femmes (CAFO, Plateforme des femmes leaders, AFIP, FENACOF, REPSFECO/MALI, WILDALF Mali, le MNFPUN, etc.)
- Rencontres d'échanges pour la recherche de la paix
- Demande aux autorités de l'implication des femmes dans tout le processus de négociation à travers la CAFO
- Rencontres avec l'association des déplacés par zone à Bamako (Kidal, Ménaka, Gao et Tombouctou)
- Participation à la signature des Accords de Ouagadougou et d'Alger
- Dissémination l'Accord d'Alger (conférences, ateliers)
- Le Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO section Mali (REPS FECO/MALI) a formé 40 médiatrices nationales et 30 médiatrices au niveau communautaire qui ont effectué deux visites de solidarité aux femmes déplacées dans les camps au Burkina Faso. Pour élargir la base de négociation sociale : les populations locales ont été sensibilisées sur les résolutions 1325 ; 1820 ; 1889 ; 1889 par des messages diffusés par les radios communautaires. Aussi les expériences de la Cote d'Ivoire et du Burundi sur la médiation/négociation et de la RDC, de la Guinée et la Cote d'Ivoire pour une réponse aux violations/viols commis durant la crise ont été largement partagées lors de deux conférences ayant regroupé plus de 2000 participantes du niveau national et des autres régions du Mali
- AFIP a organisé une table-ronde dans le cadre de la commémoration du 15ème anniversaire de la Résolution 1325 et le jubilé de Femme de paix
- Recensement des victimes d'exactions et appui économique et psychologique des victimes. Le WILDALF a recensé 235 victimes dont 5 hommes (des hommes ont aussi été victimes de violences sexuelles mais ne veulent pas porter plainte) dont certains vivent avec leurs agresseurs dans les mêmes localités
- Le WILDALF a organisé 3 Cercles de paix (2 à Ségou et 1 à Nouakchott avec la participation de femmes réfugiées)

³⁷ Entretien individuel femme leader District de Bamako

³⁸ Entretien individuel femme leader Région de Gao

A SEGOU

- Accueil des déplacés, dons alimentaires et d'habits
- Sensibilisation des jeunes pour qu'ils ne rejoignent pas les groupes armés
- Sensibilisation dans les quartiers afin d'éviter l'amalgame contre les déplacés, messages pour l'unité du pays, organisation de caravanes dans la ville
- Organisation d'une marche pacifique et des séances de prières collectives dans les mosquées et les cimetières par les femmes musulmanes
- Organisation de marches pacifiques pour dire non aux exactions que subissent les femmes, en interpellant les dirigeants et la communauté internationale
- Participation aux concertations locales et nationales. Exemple : lors du débat communal de Diabaly dans lequel les femmes ont joué pleinement leur rôle pour la réussite de cette journée
- Douze femmes de la région ont participé à l'atelier national pour la paix et la sécurité organisé à Bamako par le MPFEF et le Ministère de la réconciliation nationale et ont ensuite fait des restitutions à la base
- Les organisations féminines du Cercle de Niono ont contribué à l'effort de guerre à hauteur de 500 000 Fcfa
- Le WILDAF a organisé des sessions de formations en méthodes de sensibilisation sur la paix et le genre à l'intention des femmes, un voyage d'échanges avec les réfugiées en Mauritanie dans lequel les réfugiées venant de Burkina, du Niger et de l'Algérie étaient représentées. Ce voyage avait pour objectif de s'enquérir de leurs conditions de vie et de préparer leur retour.
- Le WILDAF a aussi fait une enquête sur les perceptions et les besoins des victimes
- Le REPSFECO/Mali a organisé un atelier de formation en prévention et résolution des conflits. Les femmes formées ont organisé une journée de restitution à la base. Le réseau a organisé un match de football opposant les femmes déplacées et les autochtones en vue de faciliter leur intégration. Le réseau a organisé un dîner avec les femmes déplacées pour leur dire qu'elles partagent les mêmes peines et qu'elles sont à leur côté
- Des rencontres ont été organisées à Sébougou et à Pelengana avec le Ministre de l'action sociale et la CAFO pour la paix et la cohésion sociale
- Les femmes ont soutenu le processus de négociation de la paix du début jusqu'à la signature de l'Accord d'Alger à travers des conférences, des causeries et le plaidoyer. Elles ont organisé des journées d'explications du contenu de l'accord à la population et ont sensibilisé pour que les populations y adhèrent.

A MOPTI

- Accueil des déplacés et remise de dons aux enfants orphelins
- Accueil des victimes de violences basées sur le genre (APDF, etc.)
- Organisation de marches pour dénoncer les exactions contre les femmes
- Actions de sensibilisations et de mobilisation pour éviter tout acte de stigmatisation au sein des communautés
- Participation aux différentes réunions, concertations, sensibilisations et de restitutions sur le conflit
- Organisation de causeries débats
- Création de 5 cases de paix dans la région de Mopti par la CAFO régionale
- Participations aux rencontres communautaires pour l'information et la sensibilisation aux processus de paix
- Participation au processus de négociation de l'Accord d'Alger.

A TOMBOUCTOU

- Création de nombreuses associations et de plateformes pour sensibiliser et informer les communautés sur la réconciliation
- Actions de sensibilisation et d'information pour consolider les familles, convaincre les hommes d'abandonner les armes
- Les femmes de mêmes groupes d'âges et des associations se sont concertées pour trouver des solutions, ont organisé des assemblées dans les familles en cachette pour se donner des conseils et des informations sur la crise
- Cotisations pour subvenir à certains besoins, pour mener petites activités génératrices de revenus qui leur permettaient de prendre en charge les dépenses de la famille durant l'absence des hommes
- Dans la ville de Tombouctou, les femmes se sont interposées aux groupes djihadistes qui voulaient piller le magasin de stocks de céréales
- Organisation de marches de protestation contre certains abus à Tombouctou, à Niafunké, etc., de réunions, des concertations dans la Mairie de Niafunké
- A Niafunké, la CAFO a mis en place un centre d'écoute des femmes et des enfants. Elle a apporté un soutien aux femmes et filles déplacées, organisé une marche pour demander l'indemnisation et la réparation des victimes, fait du plaidoyer pour l'implication de la communauté internationale dans la recherche de solutions à la crise
- Organisation de missions dans toutes les localités du Haoussa du Cercle de Niafunké pour des concertations avec les populations
- Création de l'association Woyo Sifa pour la gestion de conflit à Goundam. Elles ont mis en place des groupements de veille et des comités de prévention et de gestion de conflits
- Création du réseau des femmes leaders et élues qui a organisé des ateliers sur le vivre ensemble dans 15 localités du cercle de Goundam. Les femmes ont joué un rôle de porteuses de messages de paix et de cohabitation entre les femmes des différentes communautés
- Organisation d'une rencontre sur la paix et la réconciliation à Tombouctou et à Sévaré et restitution auprès des autorités politiques et administratives
- La maire de Goundam a participé à des débats télévisés sur l'ORTM et TV5 MONDE et aux négociations de paix
- Participation aux négociations de Ouagadougou et d'Alger
- La députée de Tombouctou Maiga Aziza Mint Mohamed a organisé des meetings de soutien pour la signature de l'Accord d'Alger
- Organisation de campagnes actives pour la résolution 1325 avec l'appui de la MINUSMA
- AMSS a formé des femmes et des personnes ressources sur la cohésion sociale et la lutte contre les violences basées sur le genre.

A GAO

- Sensibilisations des communautés depuis le 18 janvier 2012 quand les attaques ont commencé et échanges avec les autorités administratives sur les problèmes de sécurité
- Sensibilisations des membres de leurs familles à la tolérance et d'accepter le retour des personnes réfugiées ou déplacées
- Mise en œuvre d'activités humanitaires à travers la collecte et de matériels, les distributions d'aides et des projets d'assistance psychologique, de protection et d'AGR
- Organisation d'assemblées, de foras, de conférences, meetings et marches, de rencontres dans les quartiers, les mosquées et les églises
- Plaidoyer en faveur de la paix et la cohésion sociale notamment à travers les radios. Les femmes de Gao ont organisé des mouvements pour faire le relais des informations sur la crise
- Participation aux rencontres intercommunautaires dans tous les Cercles et dans certaines Communes (Gao, Taboye, Forgo, etc.)
- Organisation de rencontres périodiques entre les femmes pour une sensibilisation collective et des visites de solidarité
- Appuis aux familles diminuées
- Organisation des journées culturelles dans le cadre de la recherche de paix
- Identification et organisation des formations en clandestinité (notamment au niveau de l'Hôpital de Gao)
- Causeries débats des femmes dans le cadre de la paix et la réconciliation
- A Gao, la CAFO a organisé des marches et des pétitions suite aux événements d'Aguelhok et de Ménaka. Les femmes ont cotisé pour aider les élèves maîtres qui ont quitté Aguelhok après l'assassinat d'une centaine de militaires. Au lieu de rester à l'Institut de Formation des Maîtres, ceux-ci ont pu retourner dans leurs familles suite aux traumatismes qu'ils ont subis
- A Ménaka, les femmes des communautés voisines ont organisé des rencontres entre elles-mêmes pour se donner des idées afin de supporter les effets de la crise
- A Andraboukane, les organisations féminines ont organisé des tontines pour supporter les frais de voyage des familles de réfugiés qui souhaiteraient rentrer volontairement et qui manquent de moyens
- A Ansongo, le MNFPUN a formé une centaine de personnes (des femmes et des autorités traditionnelles et religieuses) dans chaque commune sur la prévention, la gestion des conflits. Il appuyé la mise en place des mécanismes de concertation entre les groupes ethniques et entre les différentes organisations de femmes. Cette activité a été menée avec l'appui du Projet cohésion sociale du PNUD. Suite à cela, les chefs traditionnels du Cercle d'Ansongo ont créé leur association. Egalement, le dialogue a été établi afin que les populations acceptent le retour des arabes qui avaient adhéré au djihadisme
- A Ansongo, le MNFPUN a aussi reçu l'appui de PAT (financement USAID) pour des formations sur la paix, le rôle des femmes et la diffusion de l'Accord d'Alger
- La Directrice exécutive de l'ONG GREFFA a reçu le prix Michelle Obama pour son courage durant les évènements à Gao
- Les femmes leaders de Gao ont joué un rôle capital au niveau national (élues, responsables d'ONG, femmes intellectuelles de divers horizons)

A KIDAL

- Collectivement les femmes se sont organisées dans les quartiers et ont formé des associations telles que ANIMINAUQUE, TADHALTE, TARTITE, ASSOUDARNAKALE et TAHANITE et des tontines pour s'entraider
- Adoption des enfants orphelins dans certaines familles ou des familles entières après la mort du chef de famille
- Sensibilisation des membres de leurs familles à la tolérance, à la patience
- Participation aux distributions des dons
- Organisation des rencontres avec les élus et création d'un comité de concertation et de recherche de la paix
- Participation aux rencontres intercommunautaires
- Organisation des commissions de femmes pour soutenir les hommes moralement et financièrement
- Actions de la Députée de Tessalit Aicha Belco pour la paix
- Des sections/comités de paix ont été créés dans toutes les localités, les femmes y participent et font des contributions/cotisations pour la paix
- Participation à tous les congrès organisés par HCUA et MNLA
- Une délégation des femmes comprenant la Présidente de la CAFO nationale et la Présidente des femmes de Kidal à Bamako a rencontré leurs consœurs de Kidal afin de les sensibiliser à agir sur leurs maris, frères et fils pour trouver une solution à la crise, à la veille de la visite du Premier Ministre à Kidal en mai 2014
- Participation aux processus de Ouagadougou et d'Alger
- Participation aux assises de Bamako sur la sensibilisation et la compréhension de l'Accord d'Alger
- Nomination de Nina Oualett Intallou comme première Vice-Présidente de la CVJR

Jusqu'à présent, les organisations féminines de la société civile continuent à soutenir les victimes de la crise. Ces exemples sont loin d'être exhaustifs, mais illustrent de façon concrète le degré d'engagement des femmes.

Par ailleurs, il faut souligner que le rôle des femmes n'a pas été uniquement positif durant la crise de 2012. Car selon certaines personnes rencontrées, « des femmes ont poussé les hommes à se battre, tandis que d'autres ont assuré la logistique et la collecte des informations pour les parties en conflits »³⁹. Leur implication est donc nécessaire car elles ne sont pas seulement des victimes du conflit de 2012, mais dans certains cas elles sont également des actrices. « Beaucoup d'acteurs ont été écoutés, mais on n'a pas écouté les femmes qui accompagnent les groupes armés. Celles qui leur font la cuisine, celles qui les entretiennent. Il y a même des femmes qui ont des armes. Souvent elles sont des actrices primordiales. Nous avons pu identifier une trentaine, afin de les prendre en compte dans les programmes qui sont entrain d'être élaborés»⁴⁰.

Malgré toutes les actions menées, selon certaines d'entre elles rencontrées lors de l'étude, leur potentiel en matière de gestion des conflits et de consolidation de la paix reste largement inexploité. «Les femmes ne jouent pas un grand rôle, les femmes ne sont pas impliquées. Il n'y avait que 2 ou 3 femmes même lors des Accords d'Alger. Alors que tout ce que les femmes et les enfants ont eu comme souffrance dans cette crise, on ne peut pas le peser ! les femmes doivent être au cœur de tout ce qui se passe pour cette réconciliation ! sans les femmes, la paix ne peut pas revenir ! qui est entrain d'alimenter le feu de cette crise ? c'est les femmes ! donc il faut que les femmes soient impliquées sur toute la ligne ! toute Commission qui doit être créée pour cette crise les femmes doivent être au cœur. C'est au Gouvernement de soutenir les femmes pour qu'elles soient à la hauteur, on voit que des commissions sont créées par ci par là mais jusqu'à présent on ne voit pas la représentativité des femmes, on veut que la femme soit impliquée à 100% dans la résolution de cette crise »⁴¹.

³⁹ Entretien individuel femme leader Région de Tombouctou

⁴⁰ Entretien individuel femme leader District de Bamako

⁴¹ Entretien individuel femme leader Région de Gao

ENCADRE N°1 : QUELQUES EXEMPLES D'INTERVENTIONS DES FEMMES OU DES ORGANISATIONS FEMININES POUR RESOUDRE DES CONFLITS AU SEIN DE LEURS COMMUNAUTES.

Cas N°1 :

Avant 1990, un conflit fratricide déchirait les membres de la communauté Arabe du Tilemsi qui partagent les mêmes valeurs culturelles, religieuses, la langue, l'espace géographique, les activités économiques d'élevage et de petit commerce. Cette crise est entrée depuis 1997 dans une phase intense sans précédent qui s'est transformée rapidement en situation en conflit armé entre deux tendances (Arabes commerçants et Arabes Kounta). Le conflit a fait de nombreuses victimes humaines, des dégâts matériels et a eu tendance à s'étendre vers les communautés arabes d'autres régions du Mali, voire même de la Mauritanie.

Les femmes, se sont vues interpellées par l'ampleur du drame social et ont décidé de ne pas rester en marge, malgré leurs moyens très limités. Les femmes du Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale ont entrepris de nombreuses missions de conciliation dans la localité. Elles sont allées parler aux femmes des deux camps. Elles ont également joué de leur influence pour l'organisation d'un cadre de concertation régional pour la paix et la sécurité à Gao. Elles ont participé aux différentes rencontres qui ont abouti à la signature du Protocole d'accord du 20 Avril 2003 à Gao entre les deux tendances. Une cérémonie organisée le 05 Juin 2003 a marqué la fin définitive des hostilités entre les Arabes commerçants et Arabes Kounta.

Depuis ce temps, elles ont décidé d'accompagner et de pousser à une forte mobilisation et un engagement des femmes pour consolider la paix gagnée. Elles ont mené des actions de proximité à travers des contacts individuels et ou en groupes, en vue d'être à l'écoute des femmes victimes de la crise. Elles se sont ainsi engagées à ne rien ménager, pour entreprendre des actions concrètes auprès de leurs époux, leurs frères, leurs pères et leurs enfants afin que la paix retrouvée soit une réalité durable. Des actions de sensibilisation ont été organisées par les femmes sur l'importance de leur rôle dans la mise en œuvre et le suivi du protocole d'accord.

Cas N°2 :

La CAFO de Niafunké (Région de Tombouctou) en collaboration avec le Conseil local des jeunes de Niafunké a pu négocier des accords de paix entre les différentes communautés (nomades et sédentaires) dans les communes de Soumpi, Dianké et Léré (Cercle de Niafunké). Un conflit foncier avait dégénéré suite à la remise en cause des baux sur l'usage des terres pour l'agriculture datant du temps colonial. Alors que toutes les personnes influentes de la zone avaient essayé de réconcilier les différents protagonistes sans succès. Depuis lors, à travers la Case de la Paix de Niafunké, animée par Madame Aïssata NANGO, les femmes interviennent dans la Commune de Niafunké pour résoudre des conflits de ce type.

Cas N°3 :

Madame Oumou Sall Seck, Maire de la commune de Goundam (Région de Tombouctou) a mis fin à une prise d'otage de ressortissants de M'Bouma qui étaient détenus par la CMA.

2.3 IMPACTS DE LA CRISE DE 2012 SUR LES FEMMES ET LES ENFANTS

Une femme leader du Nord dit : « Bien que la situation de femmes se soit améliorée ces dix dernières années par l'effort fourni par la communauté internationale, les femmes du Nord du Mali en général, se retrouvent en marge de la société et continuent à souffrir de multiples préjugés et d'une mauvaise considération de la société en général. Ainsi, la crise qu'a connu le pays a renforcé encore ce fossé par la multiplication des actes de violences sexuelles exercés sur les femmes et les filles partout dans les zones qui étaient sous l'occupation de groupes de rebelles, des narcotrafiquants et des djihadistes »⁴².

L'application de la Charia dans les régions du Nord combinée au climat d'insécurité et de privations de libertés qui en découlent a anéanti les activités économiques des femmes en les poussant ainsi à l'assistance et à la mendicité. « En imposant une application radicalisée de la Charia, les islamistes armés ont forcé les femmes et les enfants à adopter des modes de vies contraires à leurs habitudes telles que : l'interdiction de mener des activités économiques, de partir seul dans des lieux publics, de parler à des hommes, l'obligation de porter le voile intégral, etc. Cette rupture avec la tradition locale peut aussi être illustrée par l'exemple de la musique. Dans la tradition touareg la musique et la poésie sont des moyens pour les femmes de s'exprimer en public. Le chant pour eux est un instrument de communication. Avec l'interdiction de la musique par les groupes djihadistes, les femmes du Nord étaient ainsi empêchées de s'exprimer publiquement. Toutes ces pratiques ont aussi amené la prison et autres sanctions humiliantes »⁴³.

Les personnes rencontrées ont cité plusieurs impacts de la crise sur les femmes :

- **Les pertes en vies humaines** : durant la crise politique à Bamako et dans les zones du conflit. Ceci a conduit à l'augmentation du nombre de femmes chefs de familles, dont les maris ont été tués ou sont disparus. Aussi, plusieurs de leurs enfants ont été tués ou enrôlés par les groupes armés.
- **Les déplacements et la séparation des familles** : des familles sont divisées et beaucoup de réfugiés ne sont toujours pas de retour.
- **La perte des sources de revenus des femmes** :

« beaucoup de femmes se sont déplacées dans les régions du Sud et dans les pays limitrophes, elles ont tout abandonné, elles ont tout perdu. Ça a ébranlé le pouvoir économique des femmes ». Par ailleurs, « les familles du Sud ont accueilli les déplacées; puisqu'il n'y avait pas de camps. Ces familles sont devenues à leur tour vulnérables car leur niveau de vie a beaucoup baissé »⁴⁴. Les femmes avaient de la difficulté à assurer les repas quotidiens pour elles et leurs familles.

- **Les restrictions de liberté** : l'imposition du port de voile, l'interdiction d'aller au marché et de la célébration des mariages avec attroupement de populations, de se laver au fleuve, l'installation des rideaux dans les bus pour séparer les hommes et les femmes, etc.

- **Les exactions sur les femmes et des jeunes filles** (viols des femmes et des jeunes filles) : les très jeunes filles étaient mariées de force à plusieurs hommes. Les familles étaient obligées de faire sortir leurs filles à partir du Niger et de la Mauritanie pour les protéger. Une participante affirme « même les folles n'ont pas été épargnées dans la région de Gao »⁴⁵. Des hommes ont divorcé quand ils ont su que leurs femmes ont été violées. Des femmes et jeunes filles vulnérables économiquement ont été amenées à se livrer à la prostitution pour assurer leur survie. Les victimes continuent à subir les conséquences de cette situation (problèmes pour la prise en charge des enfants issus de viols et abandons de ces enfants, manque de ressources pour payer le loyer de leur maison, jusqu'à présent il n'y a pas de dédommagement ni d'assistance économique conséquents pour celles qui ont décidé de porter plainte, etc.). Cela occasionne une perte de confiance et le refus des victimes de retourner dans leurs localités.

- **Les mariages forcés/communs avec les djihadistes** : mariages d'une nuit ou d'une semaine avec plusieurs hommes. Plusieurs femmes ont été enlevées et séquestrées durant des jours et des mois.

- **La difficulté d'accéder aux soins de santé** : « pendant la crise et jusqu'à présent, les femmes dans certaines localités n'ont pas accès aux centres de santé pour le suivi des grossesses et les accouchements. Certaines accouchaient sous des arbres. Elles ont perdu toutes leurs sources de revenus (outils de travail, commer-

⁴³ Entretien individuel femme leader de Kidal

⁴⁴ Entretien individuel femme leader District de Bamako

⁴⁵ Entretien individuel femme leader Région de Gao

⁴⁶ Entretien individuel Région de Tombouctou

cialisation), alors que les hommes ont fui, ne pouvant plus s'occuper de leurs familles » .

. **Les problèmes de logement** : lors de leur déplacements (des femmes couchaient dans la rue avec leurs enfants cas de Pélangana (Ségou) par manque de moyens pour payer les loyers) et aussi à leur retour dans leurs localités (leurs habitations ont été saccagées, leurs biens ont été volés). Les femmes déplacées et réfugiées rencontraient aussi un problème de langue dans leur zone d'accueil.

. **Des problèmes de santé** : des accouchements prématurés et des fausses couches à cause des combats (cas à Diabaly, Douentza et Konna suite aux bombardements et à la peur), des traumatismes psychologiques (des femmes et des jeunes filles seraient devenues folles à cause des exactions et du choc de la guerre).

. **La déperdition scolaire des filles victimes de la crise** : la presque totalité des écoles était fermée avec le déplacement des enseignants, un phénomène qui persiste encore dans certaines localités du Nord.

. **La mauvaise gestion des aides et dons destinés aux victimes de la crise** : il a été rapporté que certaines personnes sensées gérer les dons au profit des familles affectées par la crise les ont détournés pour leurs besoins personnels.

La crise de 2012 a impacté toutes les femmes du Mali. « On croit que cette crise est nordiste, alors que c'est une crise nationale qui a concerné toutes les couches confondues »⁴⁷, alors « ce ne sont pas seulement les enfants de Kidal et Tombouctou, mais ce sont aussi les enfants de Sikasso, de Kayes, de Bamako de Ségou qui ont pris les armes aux côtés des groupes djihadistes, qui étaient sur la ligne de front. Les familles le savent, refusent d'en parler, de porter le deuil de leurs enfants et refusent de l'accepter »⁴⁸. « Malgré que l'on soit entrain de sortir petit à petit de la crise, les conséquences continuent encore pour ces femmes qui ont tout perdu, car il n'y a pas encore de programme structuré. Des initiatives sont en cours mais ce n'est pas encore holistique, pour pouvoir atténuer l'impact de la crise sur les femmes. Elles ont perdu leur pouvoir économique, leurs outils de production et sont psychologiquement traumatisées. Elles ont subi des exactions. Chaque cas est un cas spécifique et doit être traité comme tel. De nombreuses victimes vivent dans le dénuement total, ce sont des projets à court terme de 6 mois à 1 an qui ont été développés pour les assister »⁴⁹.

⁴⁷ E Entretien individuel Région de Gao

⁴⁸ Entretien individuel femme leader Région de Gao

⁴⁹ Entretien individuel femme leader District de Bamako

ENCADRE N°2 : EXTRAIT D'UNE ETUDE REALISEE A MENAKA ET GAO SUR L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES FEMMES⁵⁰

Dans la période du 2 avril au 10 Mai 2012 à Gao, et du 8 au 15 Septembre 2012, l'enquête terrain a répertorié respectivement plus d'une trentaine de filles et de femmes âgées de 12 à 45 ans, de 25 à 45 ans et de 14 à 60 ans victimes de violences sexuelles, physiques et de viols collectifs et individuels par des hommes en armes dont l'âge varie entre 18 à 45 ans.

La majorité des agressions se sont produites dans un endroit public inconnu de la victime (46%) en brousse, sur le chemin, etc., alors que 19% l'ont été au domicile de la victime. Concernant la période de la journée, on note que le nombre de victimes ayant subi leur agression est plus important en après-midi (43%) qu'à un autre moment de la journée. Par ailleurs, 12 incidents de violence se sont produits pendant la nuit (44%), 8 le matin (30%), et 7 en après-midi (26%). Parmi les 51 victimes, 51% sont sur les circonstances de l'agression elle-même. Et 32% de cas sont les témoins de l'incident.

On constate que peu de parents ont été à l'origine des témoignages lors de la collecte de données (5% des témoignages). Le rapport de témoignage décrit la réticence de la part des parents à admettre publiquement que leur fille a subi un viol. Des témoignages rapportés lors de l'étude ont mis la salle dans une situation d'indignation, car en tant que personne, en tant qu'humain tout court, ces résultats sont interpellateurs face à des viols collectifs, individuels et de toutes sortes de dégradations que les femmes et les filles ont rencontrées. L'exemple type ici est le viol des deux filles qui ont entre 12 et 17 ans. Elles ont été abandonnées par leurs parents qui ont fui à l'arrivée des rebelles dans la cour du service. Deux de la dizaine de rebelles qui ont envahi les lieux ont passé la nuit dans la chambre des filles. La fille aînée interrogée n'a pas l'air de se porter bien, et a de la peine à s'asseoir, malgré tout les parents nient le viol subi par les filles. Cependant des informations ont été rapportées par des témoins et ont attesté l'état des enfants après les viols.

Onze des 40 victimes pour lesquelles cette information est disponible sont mariées et 25 sont célibataires. Les tendances ne varient pas significativement entre les communes de Ménaka et de Gao. Quant aux agresseurs pour les 31 incidents, 92 agresseurs sont impliqués. Ce sont des hommes inconnus des victimes, souvent armés, qui, soit entrent dans le domicile des victimes, soit les enlèvent de leur entourage et les amènent dans un endroit public inconnu ou connu pour abuser d'elles.

On peut dégager certaines caractéristiques générales des agresseurs à partir des incidents rapportés. Si on se réfère aux 31 incidents, 25 sont des viols collectifs (soit 79%) commis contre 44 femmes. Les six autres incidents impliquent des viols individuels (21%) contre sept femmes. A noter que les viols collectifs sont d'abord et avant tout le fait de petits groupes de deux à quatre personnes. Plus précisément, dans 10 des 23 incidents (soit 43%) de viols collectifs où le nombre d'agresseurs est connu, le crime a été perpétré par un groupe de quatre hommes et c'est un phénomène qui se répète dans les deux communes couvertes par la présente étude.

⁵⁰ Conférence de haut niveau sur la lutte contre les violences basées sur le genre, le 30 novembre 2012, Bamako

CHAPITRE III. PARTICIPATION DES FEMMES AUX MECANISMES (TRADITIONNELS ET ALTERNATIFS) DE GESTION DES CONFLITS DANS LES LOCALITES DE L'ETUDE

3.1 LES MECANISMES TRADITIONNELS DE PREVENTION ET DE REGLEMENT DES CONFLITS

Dans toutes les régions enquêtées, la recherche de la cohésion sociale et d'une coexistence pacifique reste une préoccupation majeure de toutes les communautés. Pour prévenir et gérer les situations de conflit, elles disposent toutes de mécanismes traditionnels de régulation plus ou moins bien structurés qui s'ap-

puient sur des valeurs internes ou parfois partagées avec plusieurs autres communautés. La participation des femmes dans ces mécanismes reste inégale selon les zones et aussi les types de conflits en présence, tel que le décrit le tableau ci-bas :

Tableau No2 : Les mécanismes traditionnels existants dans les zones de l'étude⁵¹

MECANISMES/ACTEURS	MODE OPERATOIRE	PARTICIPATION DES FEMMES
Le règlement à l'amiable entre les parties	Le concept « mieux vaut un mauvais arrangement qu'un bon procès » est une pratique courante dans toutes les communautés. On fait parfois abstraction des règles, pourvu que la solution soit trouvée entre les protagonistes	Les femmes participent souvent aux arrangements qui permettent de mettre fin aux conflits, d'autant plus qu'elles en sont généralement les premières victimes.
Le dialogue (sous l'arbre à palabres ou le TOGUNA chez les Dogons)	Cette pratique se rencontre partout, les conflits les plus graves se discutent au sein de la communauté et des solutions sont trouvées. Aussi, tous les moyens sont utilisés pour appliquer la solution adoptée. En cas de refus, des sanctions sont prévues, allant jusqu'à l'exclusion sociale.	Le plus souvent, les femmes ne se mêlent pas aux hommes. Elles se tiennent un peu à l'écart des hommes et n'interviennent que si leur avis est expressément demandé. Elles ont cependant des moyens de faire entendre leurs opinions.
L'intervention des chefs traditionnels et coutumiers	Ils ont encore une autorité sur les familles dans les villages/sites, surtout en cas de litiges fonciers.	Dans la zone de l'étude, il est rare de rencontrer des femmes chefs traditionnels ou propriétaires fonciers. Le seul cas est celui de Dioro Seyo (Mopti) où il y a une femme Chef Dioro.

⁵¹ Les conflits communautaires et les mécanismes de médiation et de réconciliation au Mali, Ousmane Kornio, Friedrich-Ebert-Stiftung, décembre 2014

L'utilisation des griots et hommes de castes (communicateurs traditionnels)	Les griots et griottes, tout comme les hommes de castes sont des médiateurs sociaux attitrés. Dès qu'ils interviennent, les protagonistes ont l'obligation d'accepter. Le tamtam ou un crieur public sont utilisés pour informer les communautés sur les événements et les décisions.	Les femmes sont très actives, surtout quand il s'agit de conflits sociaux. A ce niveau, les femmes sont chargées d'informer leurs consœurs, leurs maris et enfants.
L'utilisation du capital social (le cousinage, pactes entre les ethnies, pactes entre les communautés)	Les relations entre certaines communautés Peulh et Forgerons, Dogon et Bozo, Traoré et Diarra sont utilisées pour régler les différends. Il y a aussi des pactes sociaux entre groupes ethniques. Exemples : en pays dogon on fait appel à Guina Dogon ou à des bozos et en milieu peulh on fait appel à Tabital Pulaku.	Cette pratique est valable aussi bien chez les hommes que les femmes.
L'intervention des religieux (imams, prêtres, pasteurs, prêcheurs...) pour régler les conflits	Il s'agit de règlement des différends selon les règles religieuses. Aussi, les prêches sont des occasions pour prévenir les conflits et cultiver les bons comportements au sein de la société.	Initialement réservée exclusivement aux hommes, toutefois, ces derniers temps, avec l'apparition des associations féminines religieuses, celles-ci aussi l'exercent, mais essentiellement auprès des femmes
L'intervention des patriarches et des cadis au Nord	Ce mécanisme existe dans les régions du Nord. Les rôles de cadis ou de patriarches sont attribués à des familles et sont héréditaires.	Ce statut est exclusivement réservé aux hommes.
La référence à des personnes saintes, des prêcheurs, des fétichistes, des marabouts, pour s'engager et assurer le respect du serment donné	Exemples : - Les peuls du Macina jurent sur Sékou Amadou - Les bambaras de Koulikoro jureront sur le « Niana Koulou » - Etc.	Cette pratique est valable aussi bien chez les hommes que les femmes.
Les Commissions de conciliation des sages pour la prévention et le règlement des conflits sociaux et familiaux	C'est une pratique rencontrée au niveau de plusieurs communautés au Sud comme au Nord du Mali.	Les femmes âgées sont très sollicitées dans la recherche de solutions à certains problèmes sociaux (conflits entre époux, entre femmes).
Les réunions familiales	Elles sont souvent utilisées pour régler les différends familiaux et de voisinage.	Les femmes se réunissent et approchent les femmes âgées pour rencontrer les protagonistes individuellement, apporter des conseils. Dans la plupart des cas, elles se font accompagner des communicateurs traditionnels. En milieu sonrhai,

		quelque fois les femmes âgées montrent leur sein droit ou leurs cheveux blancs pour forcer les protagonistes à se réconcilier en cas de conflit entre les membres d'une même famille.
--	--	---

3.2 LES MECANISMES ALTERNATIFS DE PREVENTION ET DE REGLEMENT DES CONFLITS

Parallèlement aux mécanismes traditionnels, ou en appui à ceux-ci, se mettent en place et s'affirment de plus en plus, des institutions ou des mécanismes alternatifs. Ils sont très variables, mais visent généralement à sensibiliser et à informer toutes les parties, à utiliser des compétences endogènes, à organiser des espaces de conciliation inclusifs et à établir des conventions d'accord parties. Ces initiatives sont généralement respectueuses des opinions des parties et des coutumes et donnent aussi un caractère formel aux engagements. Elles sont par ailleurs simples et peu coûteuses par rapport aux recours judiciaires. Une des illustrations est l'action des cliniques juridiques développées par plusieurs organisations comme Eveil à Mopti, DEMESO, ODEF, AJM, WILDAF, etc.

Tableau No3 : Les mécanismes alternatifs existants dans les zones de l'étude⁵³

MECANISMES/ACTEURS	MODE OPERATOIRE	PARTICIPATION DES FEMMES
Les systèmes locaux de veille	Il peut s'agir de brigades de surveillance ou d'observatoires de conflits afin d'alerter les communautés sur l'imminence de conflits. Dans l'histoire, certaines localités construisaient des « Tata » tout autour de la localité pour se protéger.	Il s'agit là d'une tâche réservée exclusivement aux hommes.
La saisine des chefs de quartiers et les conseillers, les Maires et leurs Adjoints	Les chefs de quartier sont les premiers recours. C'est au cas où ils ne parviennent pas à résoudre un conflit que le Maire ou ses Adjoints sont saisis pour gérer les différends.	On rencontre très peu de femmes conseillères de village. Cependant, depuis la décentralisation, des femmes sont élues Maires et Conseillères municipales et à ce titre, elles participent à la gestion des conflits.

⁵² Ousmane Kornio et Abdoul Aziz Diallo : « Recherche à finalité pédagogique pour la prévention et la gestion des conflits communautaires au Mali : manuel de formation » Fondation Friedrich Ebert : 2004 (100 pages)

⁵³ Les conflits communautaires et les mécanismes de médiation et de réconciliation au Mali, Ousmane Kornio, Friedrich-Ebert-Stiftung, décembre 2014

<p>La mise en place de Commissions de prévention et de gestion de crise</p>	<p>Il peut s'agir de commissions villageoises ou communales. Elles agissent comme des systèmes d'alerte, mais peuvent aller jusqu'à intervenir au cas où le conflit éclate. Exemples : cas des commissions mises en place par les ONG comme GRAIP à Gao. Ces commissions avaient été prévues par l'Etat après la rébellion de 1990, mais elles n'ont été effectives que dans quelques communes. Cas des Equipes de Personnes Ressources dans la région de Tombouctou composées de 12 personnes dont la moitié sont des femmes, soutenues par AMSS et Enda Tiers Monde.</p>	<p>Les femmes sont présentes dans ces commissions, mais elles agissent discrètement (elles parlent peu et doivent être encouragées).</p>
<p>L'utilisation des médias pour sensibiliser les communautés</p>	<p>Les médias diffusent des messages de paix et d'éducation à la paix, surtout les radios de proximité.</p>	<p>Les radios de proximité utilisent le plus souvent les femmes qui animent des émissions consacrées à l'éducation sur la paix.</p>
<p>Foras d'échanges intercommunautaires sur la paix pour sensibiliser les populations sur les conflits .</p>	<p>Ce mécanisme est initié par les communautés sous l'impulsion des associations et ONG.</p>	<p>Les femmes y participent au même titre que les hommes. Les femmes ont souvent un grand rôle à jouer dans l'élaboration et le suivi des recommandations.</p>
<p>Les conventions de gestion de ressources naturelles</p>	<p>Face à la recrudescence des conflits fonciers et la carence de la justice à les résoudre, les acteurs au développement ont introduit cette pratique qui permet aux communautés de s'entendre sur les moyens d'exploitation des terres, eaux, pâturages et forêts.</p>	<p>Les femmes participent à l'élaboration de ces conventions. Ces conventions sont avantageuses pour les femmes car elles leur permettent d'accéder à la terre pour leurs activités de maraîchage.</p>
<p>Les commissions locales de récupérations des armes légères</p>	<p>Suite à la rébellion de 2006, la CNLPAL avait promu la création de ces commissions afin de permettre aux populations de se débarrasser volontairement de leurs armes contre des projets de développement.</p>	<p>Les femmes sont présentes dans les commissions locales, même si elles ne possèdent pas d'armes. Elles participent aux activités de sensibilisation et bénéficient des projets financés en compensation des armes récupérées au niveau de leurs communautés.</p>
<p>Les échanges d'expériences (à l'intérieur et à l'extérieur du Mali)</p>	<p>Les voyages d'études et d'échanges dans d'autres localités/pays permettent de voir des exemples dont on peut s'inspirer.</p>	<p>Très généralement, les femmes participent à voyages d'études.</p>

On constate donc que les mécanismes alternatifs combinent tradition et modernisme et que plus le mécanisme s'appuie sur les us et coutumes ou sur la religion, moins la participation est ouverte aux femmes.

CHAPITRE IV. ANALYSE DU ROLE ET DE LA QUALITE DE LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DE LA CRISE ACTUELLE

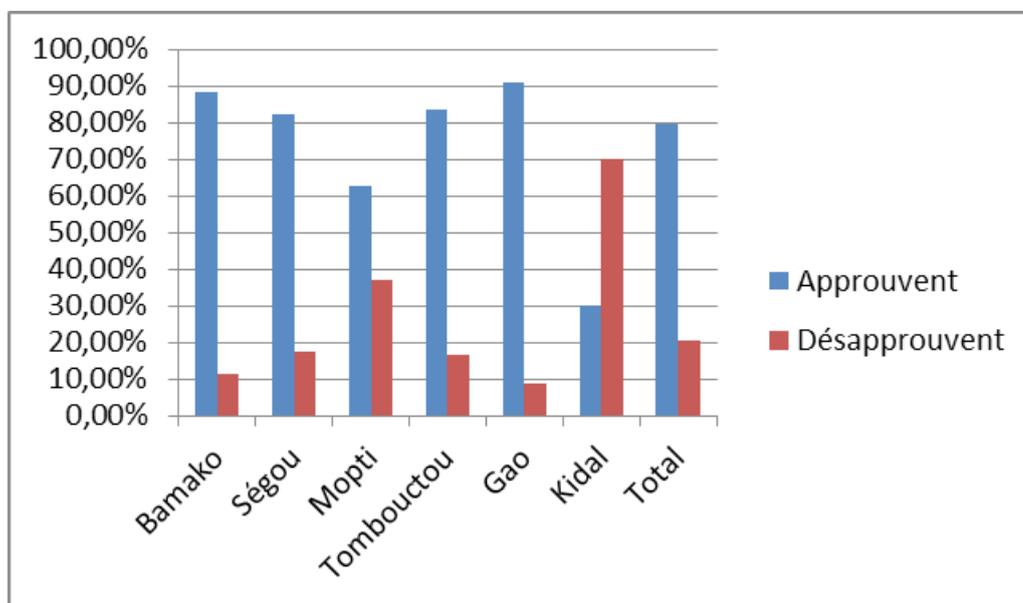
La répartition des rôles au sein de la société malienne fait que, majoritairement, les engagements formels et informels des femmes en faveur de la prévention et de la gestion des conflits ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Cela trouve son explication dans les perceptions sur la place et le rôle des femmes au sein de la société.

4.1 LES PERCEPTIONS SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DES CONFLITS

La perception des hommes a une influence sur les décisions de faire participer ou pas les femmes aux décisions concernant la gestion des conflits au sein et entre les communautés et aussi au niveau national. Elle détermine également le niveau d'engagement des femmes au sein de la société.

Au cours de cette étude, au moins 20% des personnes interrogées restent défavorables à une pleine implication des femmes à la gestion des conflits. Si 80% des répondants approuvent la participation des femmes, une femme leader estime que « cette position n'est que théorique et que moins de la moitié des hommes implique leurs épouses dans la gestion des conflits au niveau des familles »⁵⁴. Cette perception n'est pas similaire dans toutes les zones étudiées. Le graphique ci-dessous donne la répartition des opinions collectées auprès de 235 personnes qui se sont exprimées sur le sujet.

Graphique 2: Analyse des perceptions par zone



On peut constater que Gao arrive en première position avec 91% de personnes favorables, suivi de Bamako (88%), Tombouctou (83%), Ségou (82%), Mopti (63%) et enfin Kidal avec 30%. On constate que dans toutes les régions, plus de la moitié des personnes enquêtées apprécie l'implication de la femme sauf dans la région de Kidal. « Le rôle des femmes est positif, puisque la femme est toujours au centre de la réconciliation même dans la famille et dans le voisinage. Les femmes cherchent toujours quelqu'un pour venir négocier si elles ne peuvent pas le faire elles-mêmes. Dans certaines situations ou familles, c'est le concours de la sœur du mari qui est recommandé. La participation de la femme est importante et nécessaire, elles constituent l'élément moteur. Nous devons quand même essayer de nous unir pour un développement. Les conflits quel qu'en soit l'origine, quelle qu'en soit la portée, ça ne nous fait pas avancer ! que ça soit le niveau familial, communautaire ou même national, les conflits ont toujours eu des côtés négatif »⁵⁵. L'implication des femmes est formelle (dans les organisations) et informelle (dans les maisons où elles informent et sensibilisent les hommes et les enfants) parce que « qu'elle qu'en soit la situation c'est nous les perdantes, c'est nous qui perdons nos maris, c'est nous qui perdons nos enfants, nos parents. Donc la paix est féminine et c'est nous qui avons intérêt à ce qu'il y ait la paix »⁵⁶. « C'est quand il y a problème ont dit où sont les femmes ! et quand le problème est résolu on met les femmes de côté, ça les femmes ne doivent pas l'accepter. Même le Gouvernement ne doit pas l'accepter ! il y va de la survie du Mali, il y va de la survie de nos sociétés, si on veut la stabilité de ce pays, il faut que les femmes et les jeunes soient à côté des hommes Pour un problème concernant la nation, c'est toutes les couches de la nation qui doivent être représentées pour amener la paix»⁵⁷.

Ceux qui désapprouvent la participation des femmes à la gestion des conflits pensent que : « la femme est sous le contrôle de l'homme et sa parole ne doit pas être entendue »⁵⁸, « les femmes sont au second rang, là où il y a les hommes ; les femmes n'ont pas droit à la parole à fortiori faire une médiation »⁵⁹. « La participation des femmes n'est pas souhai-

tée dans les médiations. Leur présence envenime la situation en durcissant les positions des hommes par orgueil »⁶⁰. « Si on accepte la décision d'une femme dans un conflit, c'est comme si la femme est supérieure à l'homme »⁶¹.

Tous les éléments sur la participation des femmes à la gestion des conflits et à la consolidation de la paix démontrent qu'elles sont engagées, en plus de la lutte pour la paix, dans celle pour la reconnaissance de leur rôle et potentiel dans ce domaine. Pour y arriver, les femmes maliennes ont eu besoin de bâtir des stratégies, basées sur leurs forces et qui reconnaissent leurs faiblesses.

Au cours de l'étude, des points forts propres aux femmes ont été reconnus dont certains ont déjà été évoqués dans les sections précédentes. Parmi ceux-ci on peut citer:

- . La capacité de mobilisation et d'organisation des femmes ;
- . La capacité d'écoute et de prise d'initiatives de proximité, d'organiser et d'animer des foras sur la paix et la réconciliation acquises suite aux formations délivrées par les organisations comme le NDI, le Centre de Dialogue Humanitaire, APDF, la CAFO, ONU Femmes, la MINUSMA, ACORD, etc. ;
- . La capacité de saisir des opportunités pour s'impliquer ;
- . La ferme volonté de participer aux efforts de paix, la détermination et l'engagement de la femme ;
- . L'existence au sein des mouvements de femmes des personnes ressources compétentes, engagées et reconnues sur les plans national et international ;
- . Leur capacité à braver les dangers « les femmes sont capables d'aller là où c'est difficile : par exemple, malgré l'insécurité dans les régions du Nord, plusieurs fois des femmes émissaires se sont rendues à Kidal auprès des groupes armés ou de leurs consœurs afin de cultiver la paix »⁶² ;
- . L'existence de dispositifs politiques et institutionnels qui favorisent leur participation.

Autant des points forts sont reconnus aux femmes, autant leurs actions souffrent de certaines insuffisances qu'il serait important de

⁵⁴ Entretien individuel femme leader District de Bamako

⁵⁵ Entretien individuel femme leader Région de Ségou

⁵⁶ Entretien individuel femme leader District de Bamako

⁵⁷ Entretien individuel femme leader Région de Ségou

corriger pour améliorer leurs capacités d'actions :

- . L'insuffisance de synergie et de coordination des actions (trop d'organisations œuvrant dans les mêmes domaines s'ignorent) ;
- . Les luttes d'influence et de leadership

au sein et entre les organisations féminines ;

- . Le faible accès aux médias ;
- . L'insuffisance de ressources pour mener des actions d'envergure ;
- . La politisation de certaines organisations de femmes ;
- . Les pesanteurs socio-culturelles.

4.2 LES LEÇONS A TIRER SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE PAIX

Il n'a pas été constaté de différence notable en ce qui concerne le rôle des femmes dans les mécanismes traditionnels de gestion des conflits, malgré les différences géographiques, sociales et ethniques. Il ressort que ceux-ci font, dans la plupart des cas, la part belle aux hommes. Les femmes en sont quasiment exclues et sont impliquées dans des rares cas où elles sont directement concernées. La qualité de leur participation dans les mécanismes alternatifs doit aussi être améliorée. Malgré que les hommes reconnaissent que les femmes soient les premières victimes des conflits et leur capacité à contribuer à l'apaisement, qu'elles aient démontré leurs capacités, leur participation au même titre que les hommes aux espaces de décision n'est pas une cause gagnée.

Cependant, une des leçons majeures que nous pouvons tirer est que malgré les difficultés rencontrées, à chaque fois que les femmes ont réussi à rejoindre la table de négociation, elles ont eu des participations remarquables. Comme exemple, on peut citer le cas des négociations à Ouagadougou : « les premières pages de l'Accord préliminaire de Ouagadougou d'avril 2012 qui parlent de sécurité ont été rédigées par les 4 femmes à qui on n'a pas voulu donner la parole »⁵⁸. Elles ont rédigé leurs propositions et les ont ensuite remises aux autorités du Burkina Faso, pendant que les autres parties étaient concentrées sur les discussions sur le partage du pouvoir et la

gestion de l'armée. Grâce à leurs propositions et à leur insistance, les places leur ont ensuite été données autour de la table de négociation avec des insignes de la CEDEAO.

Selon un responsable de la Médiation à Alger rencontré lors de l'étude, « plusieurs éléments se trouvent dans l'Accord suite aux propositions faites par les femmes ». Elles n'ont certes pas été conviées officiellement ou en tant que mouvements de femmes, mais elles ont pesé positivement sur les protagonistes dans le sens de la paix. Leur pouvoir d'influence est réel quand elles sont présentes.

La participation des femmes maliennes au processus de négociation pour la sortie de crise n'a pas été suffisamment valorisée et capitalisée à la hauteur du potentiel qu'elles représentent et malgré le nombre élevé d'actions initiées individuellement ou en groupes. Puisque leurs activités continuent, il est important de rendre justice à leur travail en mettant en place un dispositif pour actualiser régulièrement les informations qui doivent être accessibles au public, aux acteurs clé et aux décideurs. Cela permettrait d'éviter les duplications et d'encourager les synergies entre les organisations en travaillant avec des structures légitimes et présentes sur le terrain. Egalement, cela permettrait d'avoir une analyse plus poussée pour rendre leurs actions plus stratégiques, plus efficaces et plus portées sur des changements politiques durables.

⁵⁸ Entretien focus group Région de Mopti

⁵⁹ Entretien individuel Région de Ségou

⁶⁰ Entretien focus group Région de Mopti

⁶¹ Entretien individuel Région de Tombouctou

⁶² Entretien individuel femme leader ressortissante Région de Kidal

4.3 RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PARTICIPATION DES FEMMES DANS LA GESTION DES CONFLITS ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Les personnes rencontrées ont formulé plusieurs recommandations parmi lesquelles :

- Le soutien continu et dans la durée aux initiatives des femmes par les hommes et les jeunes ;
- Appuyer davantage les initiatives locales des femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité par le financement, le renforcement des capacités en plaidoyer, lobbying, négociation, prévention et gestion des conflits ;
- Augmenter le nombre des femmes aux postes de décision liés aux négociations de paix et à la réconciliation nationale en luttant contre certains tabous ;
- Développer des activités pouvant renforcer le pouvoir économique et l'autonomie des femmes pour faciliter leur implication dans la recherche des solutions aux conflits, l'accès aux services sociaux de base (soins de santé pour les femmes et filles affectées, scolarisation des enfants des familles déplacées, etc.) ;
- Mettre en exergue leur capacité de négocier et de dialoguer en capitalisant certaines de leurs initiatives ;
- Transcrire en leçons modèles les cas de succès des initiatives développées par les femmes dans le domaine de la recherche de solutions aux différentes crises. C'est en communiquant sur les efforts et les actes posés par les femmes qu'on peut revaloriser leur image et leur rôle. A cet effet, il faut documenter de plus façon plus systématique et complète les initiatives qu'elles ont initiées, et rendre ces informations largement accessibles ;
- Renforcer les synergies entre les différentes organisations féminines impliquées dans la résolution des conflits ;
- Promouvoir des cadres de concertations/intermédiations et la libre expression notamment des femmes et des jeunes au sujet de la sécurité communautaire ;
- Faciliter l'accès à la justice pour les victimes des exactions et de violences basées sur le genre ;
- Promouvoir des initiatives pour que les femmes du Nord et du Sud se connaissent mieux.

D. CONCLUSION

Au cours de l'étude, il a été constaté que le statut social des femmes les rend plus vulnérables aux crises et les met en marge des processus de gestion des conflits. Toutefois, qu'il s'agisse aussi bien des milieux ruraux que des milieux urbains visités, les femmes ont développé de nombreuses initiatives. Dans toutes les zones, il existe des mécanismes traditionnels et alternatifs de gestion des conflits, mais auxquels les femmes participent inégalement à cause de considérations sociales, religieuses ou même économiques. Il est apparu que cette implication a été boostée par les évène-

ments de 1991. Mais cette participation n'est pas suffisamment documentée et elle a été peu valorisée, d'autant plus qu'elle se fait généralement de manière non officielle.

L'étude montre que c'est depuis la crise de 2012 que les femmes ont été le plus dynamiques. Elles ont posé des actes déterminants dans le règlement de plusieurs situations à cause de leurs capacités à communiquer avec les différentes parties. Grâce à l'appui des organisations internationales comme ONU-FEMMES, la MINUSMA, etc. les femmes ont

pu réaliser des actions d'alerte, de sensibilisation et d'information, de communication et de plaider pendant la crise, et surtout des actions décisives de consolidation de la paix avec l'assistance aux victimes des conflits. Elles ont un rôle stratégique et elles ont prouvé qu'elles avaient le courage et la détermination pour apporter des changements. Elles en ont apporté la preuve depuis 1991, et de façon plus intense depuis la crise de 2012. Toutefois, elles doivent mieux organiser leurs interventions et leurs stratégies d'influence, refuser la dispersion et apprendre à parler d'une seule voie. Leur suivi et accompagnement doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part du Gouvernement et des PTF. La mobilisation des femmes autour des actions de paix et de sécurité peut drainer la mobilisation des hommes et des jeunes à adhérer aux différentes propositions et sollicitations. En travaillant ensemble, les femmes ont le pouvoir de changer les choses. Cet aspect est très important si on vise une plus grande appropriation de l'Accord de paix et impulser le développement des zones affectées par le conflit. On ne peut pas construire une paix durable sans la participation active de la majorité de la population.

Aussi, l'étude a permis d'identifier plusieurs organisations féminines impliquées dans la gestion des conflits et dont les résultats font l'objet d'une cartographie (voir dans un document séparé). Notons que parmi les organisations identifiées, les plus opérationnelles sont les faitières qui se trouvent à Bamako et qui ont des démembrements dans les régions. Quant aux autres organisations isolées dans les régions, elles sont pour la plupart des associations locales, généralement de type de solidarité féminine, qui œuvraient initialement dans les AGR et qui ont saisi l'opportunité et la gravité de la crise que traverse le pays pour étendre leurs activités à l'accueil et l'assistance des personnes victimes. Elles manquent très généralement d'expertises en planification et conduite d'activités dans le domaine de la prévention et la gestion des conflits. D'où la nécessité de leur apporter des appuis dans ce sens.

La participation de femmes serait plus efficace si elles étaient davantage et systématiquement

impliquées par les autorités du pays, et présentes aux postes de prise des décisions dans les processus de gestion des crises. La récente Loi sur le quota de 30%, les engagements de l'Accord pour la paix et la réconciliation, le Plan d'Action national de la 1325 et la mise en place de la CVJR sont des signaux qui illustrent la volonté politique forte pour améliorer cette situation. Le travail abattu par le MPFEF, les organisations de la société civile, les partenaires techniques et financiers doit être salué.

Les femmes doivent poursuivre la lutte pour leur plus grande implication dans les instances qui seront mises en place pour conduire le processus de justice transitionnelle et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Cela devrait aussi être le cas pour l'implication et la participation des femmes et des filles dans les autres mécanismes connexes comme : la Réforme de la Justice, la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), le processus de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR) et les réparations pour les victimes de la crise. Une prise en compte des points forts et des points faibles combinés aux autres opportunités tels que les textes et engagements internationaux que le Mali a signés et ratifiés peut améliorer considérablement cette situation.

Ainsi donc « la participation des femmes maliennes dans le processus de paix, de recherche de la vérité, de la justice et de la réconciliation n'est donc pas une question de faveur ou des caprices de femmes liées aux revendications féminines d'égalité entre les sexes. Mais, il s'agit d'une évidence, d'une question de principe, d'une réparation, d'une question de droits humains sacrés qui doivent être garantis et assurés à toute personne »⁶⁴.

Les membres des organisations féminines rencontrées à Bamako comme dans les régions saluent et félicitent ONU-FEMMES pour ses actions en faveur de la promotion des femmes.

⁶⁴ Extrait du discours du Dr. Maxime Houinato, Représentant d'ONU-Femmes au Mali, Colloque international d'échanges sur la participation des femmes dans la justice transitionnelle, avril 2016

BIBLIOGRAPHIE

1. ACORD : « Etude de capitalisation des expériences des acteurs et des bonnes pratiques sur les cadres de dialogues intercommunautaires à Tombouctou, notamment les actions qui favorisent la participation des femmes et des jeunes », mars 2016
2. Alerte international : « La Participation des femmes dans les processus de paix et la prise de décision politique en RDC » - juillet 2012 (61 pages)
3. Alexandra PFEFFERLE : « Mali : les femmes dans la transition leur regard et leur rôle » rapport d'atelier d'experts : SWISSPEACE /KOFF juillet 2013 (18 pages)
4. Alliance des Initiatives pour la Paix : « Genre, Paix et Sécurité » Rencontre régionale II - Bamako janvier 2007 (41 pages)
5. CECI « Quand l'Etat et la société civile se donnent la main : le succès de l'adoption de la Politique Nationale Genre du Mali » Décembre 2011 (48 pages)
6. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE : « Femmes, Gouvernance endogène et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest » Niamey (Niger), Octobre 2006 - Tome 2 (55 pages)
7. Décret n°2014-0368/PM-RM du 27 mai 2014 fixant le mécanisme institutionnel d'orientation, d'impulsion et de suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali
8. Dr Mariam D. MAIGA : Exposé sur « Genre, Paix, Sécurité et Stabilité au Mali » Atelier du Forum Multi - Acteurs : Bamako 16 juin 2011 (16 pages)
9. Groupe de la BAD « Mali Profil du genre pays » ; décembre 2011 (21 pages)
10. IMRAP (Institut Malien de Recherche Action pour la Paix) Interpeace : « Autoportrait du Mali sur les Obstacles à la Paix » - Mars 2015 (206 pages)
11. Maliki DIALLO : « Gestion des conflits, négociation et médiation : Les femmes leaders des communes IV, V et IV à l'école de la FENACOF » FENACOF Mali Février 2015 (7 pages)
12. ONU - Femmes / REPSFECO : « Résumé des actions du programme Médiation, Paix et Sécurité » 2012 (1 page)
13. ONU- FEMMES « Réalisations REPSFECO (aout - octobre 2012) » : 19 septembre 2012 (3 pages)
14. Ousmane KORNIO « Les conflits communautaires et les mécanismes de médiation et de réconciliation au Mali » Fondation Friedrich Ebert : Décembre 2014 (84 pages)
15. Ousmane KORNIO et Abdoul Aziz DIALLO : « Recherche à finalité pédagogique pour la prévention et la gestion des conflits communautaires au Mali : manuel de formation » Fondation Friedrich Ebert : 2004 (100 pages)
16. Ousmane KORNIO et Hubert DIABATE : « Synthèse des rapports des rapports de débats communaux » : Association des Municipalités du Mali (AMM) et PADRE GIZ - Octobre 2015 (39 pages).
17. Cheibane COULIBALY et Gaoussou Drabo : « Nord du Mali, de la tragédie à l'espoir (1990 - 1995), Partie I : L'histoire politique de la Rébellion Touarègue et Arabe et les choix de développement économique », les cahiers de Mandé Bukari, Revue Trimestrielle de l'Université Mande Bukari, Numéro 13—4ème trimestre 2008, 2009
18. Rachele Djangone MIAN « ONU-FEMMES au Mali » Février 2013 (12 pages) <http://africa.unwomen.org/fr/where-we-are/west-and-central-africa/mali>
19. Rapport du Secrétaire général sur « Les Femmes, la Paix et la Sécurité » du 16 octobre 2002 (14 pages)
20. Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) - ONU femmes : « Rapport général conférence nationale sur l'implication des femmes du Mali dans le processus de médiation, négociation paix et sécurité » 15 novembre 2012, Centre International des Conférences de Bamako CICB - Ma(27 pages)

ANNEXES

ANNEXE 1 :

CATEGORIES DE PERSONNES RENCONTREES

Zones d'enquêtes	Organis. féminines	Femmes leaders	Respon. d'ONG	Leaders de jeunes	Personnes déplacées	Respon. Adminis.	Services techniques	Elus	Forces armées et de sécurité	Religieux	Communi-cateurs
Bamako	21	11	12	0	2	0	3	6	0	4	1
Ségou	4	5	13	1	3	2	3	4	3	1	3
Mopti	3	3	10	11	8	1	1	9	1	2	2
Tombouctou	22	24	8	7	4	6	4	4	3	5	5
Gao	30	43	10	3	5	1	5	4	0	2	4
Kidal	1	7	4	1	0	0	1	1	0	2	0
Totaux	81	93	47	23	22	10	17	28	7	14	15

N.B. Au total, 357 entretiens ont été organisés. Notons que certaines cibles portaient plusieurs responsabilités, donc elles ont été rencontrées plus d'une fois. Ce qui fait qu'au total 300 personnes ont été rencontrées.

ANNEXE 2 : OUTILS/QUESTIONNAIRES UTILISES

OUTIL PRINCIPAL D'ENTRETIEN DE RECHERCHE

CIBLES CONCERNEES : Organisations féminines, femmes leaders, responsables d'OSC/ONG, Leaders communautaires locaux de jeunesse

I. IDENTIFICATION DE LA PERSONNE RENCONTREE

Région:.....Cercle :.....
Commune :..... Ville/village/fraction/ :.....

Noms et prénoms :..... Sexe :.....
Structure:.....Fonction/qualité :.....

II. RAPPEL SUCCINCT DU CONTEXTE DE L'ETUDE

L'étude consiste à :

- Analyser et documenter le rôle des femmes dans la recherche de la paix depuis l'éclatement de la crise ;
- Identifier les mécanismes de gestion des conflits (traditionnels, actuels) dans les localités de l'étude ;
- Analyser le rôle et la qualité de la participation des femmes dans ces mécanismes ainsi que leurs capacités pour la consolidation de la paix et la réconciliation ;
- Faire un mapping des organisations féminines intervenant dans le domaine.

III. QUESTIONS D'ENTRETIEN

2. Pour vous, quelles sont les principales causes de la crise que vit le Mali depuis 2012 ?
3. Quels ont été les impacts/conséquences de la crise, sur :
 - i. Votre localité/communauté en général ?
 - ii. Les femmes de votre localité en particulier ?
4. Pouvez-vous nous donner trois cas où les femmes ont subi individuellement ou en groupes des impacts/effets de la crise ? (à décrire succinctement)
5. Dans votre localité, comment les populations apprécient-elles l'implication des femmes dans la prévention et la gestion des conflits ?
6. Habituellement quels sont les rôles traditionnels des femmes dans la prévention et gestion des conflits avant l'éclatement de la crise ? (Donner quelques exemples)
7. Pendant la crise, pouvez-vous nous citer des actions menées par des femmes (individuellement ou en association) pour la recherche de solutions :
 - i. au niveau de leurs foyers ?
 - ii. au niveau de la communauté ?
 - iii. à d'autres niveaux plus élevés (communal, cercle, région ou national) ?
8. Quels rôles les femmes/OSC féminines ont joué dans le processus de négociation de paix au niveau national (nombre de femmes impliquées et contributions faites) ?
9. Quelles leçons peut-on tirer de la participation des femmes aux initiatives de recherche de la paix (en termes de nombres de femmes participantes et du rôle qu'elles y ont eu à jouer) ?

10. Dans les différentes initiatives où les femmes ont participé, comment appréciez-vous leurs capacités et leur potentiel à faire avancer les choses (nombre et qualité des propositions faites par elles) ?
11. Comment peut-on valoriser les capacités des femmes dans la prévention et la gestion des conflits ?
12. Pouvez-vous nous citer des mécanismes traditionnels ou alternatifs habituels utilisés par les communautés pour prévenir ou résoudre les conflits ? (quelles communautés?)
13. Quels sont les mécanismes qui impliquent les femmes dans leur mise en œuvre (en termes de nombre de femmes qui y participent et de l'importance de leur apport à la recherche de solutions) ?
14. Pouvez-vous nous citer des cas d'intervention des femmes/organisations de femmes pour résoudre un conflit au sein de votre communauté/votre zone ?
15. Quels sont les facteurs socioculturels qui entravent ou qui favorisent la participation des femmes aux processus de paix ?
 - i. Qui entravent leur participation :
 - ii. Qui favorisent leur participation :
16. Connaissez-vous des OSC féminines clés intervenant dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits ?
Si oui pouvez-vous nous donner les informations suivantes les concernant? (Plaisir d'utiliser des fiches supplémentaires selon le nombre d'OSC)
 - i. Le nom :
 - ii. La localisation :
 - iii. La personne contact :
 - iv. Autres informations :

Fait à, le2015.

Nom et prénom de l'enquêteur :

ANNEXE 3 : LES TERMES DE REFERENCES

I. OBJECTIFS DE L'ETUDE

ACORD met en œuvre le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités des Femmes de la région de Gao pour leur participation inclusive aux processus de prévention et de médiation des conflits (ARC Femmes & Paix) grâce au financement d'ONU-Femmes et du Japon.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, ACORD recrute une Equipe de Consultants pour effectuer une étude sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali en documentant les initiatives menées par les femmes pour la paix au niveau national et local et en identifiant les mécanismes existants de gestion des conflits au niveau communautaire et la participation des femmes dans ces mécanismes. Les capacités des femmes pour la consolidation de la paix et la réconciliation seront également analysées. En complément à cette étude, une cartographie des organisations féminines intervenant dans le domaine de la paix et celles ayant participé aux processus de négociation de paix sera aussi faite.

1.1 Objectifs de l'étude:

- Analyser et documenter le rôle des femmes dans la recherche de la paix depuis l'éclatement de la crise
- Identifier les mécanismes de gestion des conflits (traditionnels, actuels) dans les localités de l'étude ;
- Analyser le rôle et la qualité de la participation des femmes dans ces mécanismes ainsi que leurs capacités pour la consolidation de la paix et la réconciliation ;
- Faire un mapping des organisations féminines intervenant dans le domaine ;

1.2 Zone de l'étude :

L'étude sera de portée nationale mais avec un travail de recherche sur terrain dans les régions suivantes : Tombouctou, Gao, Kidal, Ségou et Bamako.

Pour ce qui concerne la précision des localités de l'étude, il est attendu de l'Equipe de Consultants de faire des propositions d'un échantillonnage géographique des communes les plus touchées par les conflits. Toutefois, il ne s'agit pas de couvrir toutes les communes, mais de proposer un échantillonnage représentatif, selon les standards en matière de recherches.

II. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT

2.1 Méthodologie :

La méthodologie devra utiliser des méthodes participatives, quantitatives et qualitatives, qui prendront en compte la participation des femmes et des jeunes filles, des autres communauté et acteurs sur le terrain.

Elles peuvent inclure (mais ne sont pas limitées) les approches suivantes :

- **Enquêtes individuelles** : un questionnaire structuré sera administré ;
- **Entretiens avec des informateurs clés** : un guide d'entretien contenant des questions ouvertes leur sera adressé ;
- **Les focus groupes** : il sera effectué des groupes de discussions avec des groupes homogènes et hétérogènes ;
- **Recherche documentaire** : le Consultant devra collecter les études déjà disponibles afin d'en exploiter les informations et d'éviter les duplications ;

L'échantillonnage doit être cohérent avec le planning et les conditions d'accès et de sécurité. Cet échantillonnage sera validé dans la note de démarrage avant la collecte de données sur le terrain. Si des changements doivent être effectués en fonction des conditions d'accès et de sécurité durant l'étude, ils seront discutés avec le Consultant Chef d'équipe.

Les outils doivent permettre de capter les informations suivantes :

- Analyse du contexte et du conflit et son impact incluant une analyse genre et vulnérabilité
- Les rôles traditionnels des femmes dans la prévention et gestion des conflits avant l'éclatement du conflit
- Les actions menées par les femmes pendant le conflit au niveau ménage, communautaire, communal, cercle, régional et national
- Les initiatives des femmes/OSC féminines dans les processus de négociation de paix au niveau national, en identifiant précisément les capacités et potentiels des

femmes dans la gestion des conflits et la réconciliation

- Les perceptions locales sur la participation femmes aux processus de paix
- Les facteurs socioculturels qui favorisent ou entravent la participation femmes aux processus de paix
- Un répertoire des OSC féminines clés intervenant dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits avec des informations suivantes :
 - * Leurs objectifs
 - * Les types d'activités menées ou en cours dans le domaine
 - * Leurs localités d'intervention
 - * Leurs cibles
 - * Leurs partenaires
 - * Leurs besoins de renforcement des capacités en prévention et gestion des conflits
- Toute autre information pertinente pour les objectifs de l'étude

Informateurs clé :

- Les femmes leaders participant aux processus de gestion des conflits
- Les leaders traditionnels et religieux
- Les autorités administratives et les élus
- Les OSC et ONG (nationales et internationales) intervenant dans la zone
 - Le Cluster Protection
- La MINUSMA et les autres agences des Nations-Unies

2.2 Collaboration :

Le Consultant devra travailler en collaboration avec l'équipe de projet d'ACORD afin de valider un échantillonnage représentatif selon les standards de qualité et les localités exactes pour les enquêtes.

Il devra aussi s'assurer d'avoir pris contact avec l'équipe de programme d'ONU Femmes et leurs partenaires du Volet Femme/Paix et Sécurité dans les zones de l'étude.

CARTOGRAPHIE DES ORGANISATIONS FEMMININES INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA PREVENTION ET LA GESTION DE CONFLIT AU MALI



Agency for Co-operation and Research in Development
Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
Agência para Cooperação e de Pesquisa para o Desenvolvimento

Projet d'Appui au Renforcement des
Capacités des Femmes de la région de Gao
pour leur participation inclusive aux proces-
sus de prévention et de médiation des conflits
(ARC Femmes & Paix)



JAPON



REMERCIEMENT

Cette cartographie a été réalisée parallèlement à l'Etude de base sur la participation des femmes dans la gestion des conflits et la consolidation de la paix au Mali est une initiative de ACORD Mali dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui au Renforcement des Capacités des Femmes de la région de Gao pour leur participation inclusive aux processus de prévention et de médiation des conflits (ARC Femmes & Paix), grâce à l'appui d'ONU-Femmes et au financement du Japon. Il a débuté en juin 2015 et vise à améliorer la compréhension du rôle et la participation des femmes dans la prévention et la médiation des conflits à Gao, à renforcer les capacités locales sur le rôle et la participation des femmes en matière de médiation, de prévention et résolution des conflits et à diffuser les leçons apprises et les bonnes pratiques aux niveaux local et national.

Egalement, nos sincères remerciements et notre reconnaissance vont aux organisations féminines et aux femmes leaders pour leur disponibilité à fournir des informations à nos équipes de collecte des données. Egalement à tous les informateurs, personnes ressources et structures qui ont accepté de se prêter à cet exercice, qui constitue pour nous une contribution importante pour la promotion de la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation au Mali.

Nos vifs remerciements s'adressent à ONU Femmes et au Japon pour le soutien technique et financier à cette étude.

Mme DOUCOURE Mariétou DIABY
Directrice ACORD Mali

Mali, Bamako, Baco Djicoroni Golf, Rue 839,
Porte 41, BP : 1969

Tel: +223 20 28 09 46

www.acordinternational.org Follow us:



I. INTRODUCTION

La collecte des données a révélé que les organisations féminines nationales qui ont pour objectifs spécifiques la prévention et la gestion de conflits sont relativement très peu nombreuses dans le pays, compte tenu du grand nombre d'organisations et d'associations féminines en général (plusieurs milliers).

Cependant, depuis le déclenchement de la crise de 2012, la grande majorité des associations féminines, de la plus grande à la plus petite, allant jusqu'aux associations de quartiers, tentent de saisir cette opportunité pour s'insérer dans des activités sur la paix, la sécurité et la réconciliation. Dans beaucoup de cas, leur activité se réduit à la participation à un forum ou une concertation communautaire ou la diffusion de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Pour la majorité d'entre elles, il ne s'agit pas d'implication dans des activités de gestion des conflits, mais simplement de réorientation de leurs activités d'activités génératrices de revenus (AGR) vers l'assistance aux victimes suite à la crise ou d'intermédiaires pour la distribution de dons aux populations. Dans certains cas, l'activité de l'association se réduit aux initiatives menées par la dirigeante seule.

La crise a été une opportunité pour plusieurs associations d'avoir des financements et pour les responsables de ces organisations pour participer aux différents ateliers, formations. L'autre constat est que la plupart des organisations les plus fortes dans les régions et localités, sont des représentations des organisations faitières et celles de niveau national (CAFO, Plateforme des femmes leaders, AFIP, MNFUP, APDF, FENACOF, WILDAF,etc.).

N.B. : Les organisations identifiées sont ici présentées dans le tableau qui suit, par ordre alphabétique.

Aussi, pour des organisations dont le siège est à Bamako et qui possèdent des antennes à l'intérieur du pays, l'organisation mère a été retenue pour ne pas répéter et allonger la liste.

II. TABLEAU DE PRESENTATION DES ORGANISATIONS FEMININES IMPLIQUEES DANS LA GESTION ET PREVENTION DES CONFLITS ET LA RECONCILIATION AU MALI

Nom de l'organisation	Nature	Date de création	Localisation et personne contact	Objectifs	Types d'activités menées ou en cours dans le domaine	Localités intervention :	Groupes cibles	Partenaires
1. ADAOULA	Association	01/01/2010	Gao Présidente: Nana Mahamane Touré 76 28 55 80	- Promotion culture paix et réconciliation	-- Sensibilisation et information sur la paix - Des rencontres et conférence débats	Ville de Gao	Femmes et jeunesse	OXFAM, GREFFA, CICR
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de votre structure :</p> <p>Niveau institutionnel : Appui en matériel, formation et équipement</p> <p>Niveau personnel : RAS</p>								
2. AFCG : Association des femmes des camps de garde de Bamako	Association	17/1/2013	Bamako – To-minkorobougou Présidente : Fatoumata Doumbia 66 79 27 30	-Maintenir et cultiver la paix -Favoriser le dialogue entre époux -Lutter contre le terrorisme et la guerre	-Formation des femmes pour maintenir la paix dans les familles et Mali -Sensibilisation et négociation -Dialogue entre les époux	Toutes les régions	Les femmes des camps de garde du Mali ; Les Femmes veuves ; Les blessés de guerre	FAFPA
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <p>- Au niveau institutionnel : gestion administrative et financière, justice transitionnelle, appui en fonds et matériels</p> <p>- Au niveau du personnel : diplomatie non gouvernementale ; plaidoyer/ lobbying</p>								
3. AFIP : Association des Femmes pour les initiatives de Paix	ONG	20/11/1998	Bamako – Quartier Hippodrome Présidente: Fatoumata MAIGA 66 78 39 85	-Gérer les différends par le dialogue et l'action non violente dans un système intégré -Améliorer les compétences des populations sur la prévention et la gestion de conflit -Mobiliser les populations autour des	-Renforcement des capacités en matière de gestion des conflits -Sensibilisation des acteurs de paix -Alerte -AGR -Lutte contre la prolifération des ALPC -Sensibilisation dans tous les quartiers de	Bamako et Régions de Gao, de Tombouctou (Niakouliko)	Femmes, Communautés, Gouvernement, OSC nationales et internationales, UE, NU et CEDEAO	GRIP, PNUD, Coopération autrichienne et Fondation Friedrich Ebert

				idéaux de culture de la paix	Niafouké et la mise en place des animateurs de la paix dans tous les quartiers			
4. AFORD : Association pour la Formation, la Recherche et le Développement	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel: Renforcement institutionnel (équipement et moyens de déplacement) - Au niveau du personnel : Formation du personnel en planification, animation et médiation							
	ONG	21/05/2008	Kidal ville quartier centre-ville	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des droits de l'homme et du citoyen surtout de la femme et de l'enfant - Promouvoir l'information, l'éducation et la communication afin d'améliorer les conditions de vie des populations dans les domaines de santé la micro finance, la cohésion sociale et la paix et la gouvernance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des rencontres intercommunautaires de Tessalit, Tin Essakop, Abeibara et Kidal sous le thème paix et cohésion social ; - Mise en place et information d'équipes de personnes ressources sur la prévention et la gestion des conflits - Organisation des prêches dans les mosquées sur la paix et la cohésion sociale - Organisation des séances de sensibilisation 	Kidal, Tessalit, Abeibara et Tin Essako	Association, groupe de femme, élus et chefs de fractions, OSC et personnes ressources	AEN (aide église norvégienne)
5. AGSAHA	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : dotation en équipement et en aide financière - Au niveau du personnel : formation du personnel et équipe des personnes ressources							
	Association	20/01/2014	Gao Présidente : Fatimatou Walet Nouhoubate 68 36 57 44	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de paix - Sensibilisation sur la réconciliation 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur la réconciliation - Information des femmes sur leurs droits 	Gao	Les femmes	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de votre structure : - Au niveau institutionnel : appui financier - Au niveau du personnel : formation sur la méthode de recherche de la paix								

6. ALBARAKA	Association	15/02/2015	Gao	Présidente: Aminata Mohamed 76 15 69 57	<ul style="list-style-type: none"> - Se battre pour la paix - Renforcer la capacité des femmes - Réconcilier tous les Maliens - Améliorer les conditions de vie de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les différents corps de métier des femmes - Campagnes de sensibilisation sur la paix 	Gao	Femmes démunies et filles victimes de viol	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Appui financier - Au niveau du personnel : Renforcement des capacités en gestion et prévention de conflits 									
7. ALBARAKA	Association	En 2005	Tombouctou,	Présidente : Madame Traore Fatouma Saloum 79 42 67 35	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la paix - Appuyer les femmes dans l'agriculture en grand maraichage, en riziculture, en transformation des produits locaux et commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de débats sur la gestion de conflits, - Séances de rencontres sur les rôles des femmes dans le processus de paix au niveau local 	Tombouctou,	Les associations féminines et les jeunes	ACORD international, Handicap International, AOPP, AMMS, ADENOR
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Formation, équipement et financement des AGR - Au niveau du personnel : Information sur les lois pour le renforcement de capacité en gestion de conflit 									
8. AMAFEP : Association Malienne des femmes des Eglises protestantes	Association religieuse	05 Août 2004	Bamako - Niamekoro	Assétou Coulibaly : 60 00 02 12	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le lien de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - Prières et bénédictions pour la paix 	Toutes les régions	Jeunes filles et garçons, les églises	World vision
Besoins actuels de renforcement des capacités de votre structure : Besoin d'un secrétariat									
9. Association logement sociaux	Association	30 Novembre 2009	Goundam (Tombouctou)	Fadimata Jack Berly 75011357	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités génératrices de revenus, le petit commerce, l'entre-aide, les maraichages - Mener des actions allant dans le sens de paix et de quiétude 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des causeries débats pour amener tout le monde à la raison et de se pardonner, - Organiser des prêches sur la tolérance, et la paix 	Goundam	Les réfugiées et déplacées qui sont de retour et les victimes	Agro Action Allemande

	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : Appui matériel et financier - Au niveau du personnel : Formation sur la sécurité,							
10. ANASSOUR (Association des femmes arabes)	Association	12/04/2006	Tombouctou, Nana Boumama 76242112	Appuyer les femmes à la création et gestion des activités génératrices de revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une activité de sensibilisation sur la gestion de conflits dans la commune de Salam, - Organisation des conférences et rencontres au centre Ahmed Baba Tombouctou sur la consolidation de la paix 	Tombouctou (commune Salam)	Les femmes et les filles	Mairie de la commune de Salam
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : moyen financier pour bien mener leurs activités de réconciliation et d'aller jusqu'à dans le camp de réfugiés pour les sensibiliser et les inviter à venir - Au niveau du personnel : ND							
11. ANYA	Association	12/3/1993	Bourem (Gao) Anna Haiballa 75 13 91 26	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des femmes - Œuvrer pour la paix et la réconciliation - Créer des AGR pour les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Réconciliation entre les femmes de la commune de Bourem - Information et sensibilisation sur l'avantage de la paix - Rencontre entre les femmes de Bourem et les autres femmes de la commune 	Ville de Bourem	Les femmes, les jeunes et les enfants	ND
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : équipement et financement - Au niveau du personnel : formation en gestion des conflits							
12. APDF (Association pour le progrès et la défense)	ONG	26/03/1991	Bamako Hamdallaye ACI 2000 Rue 374 – Porte 406 BP:1740 Madame	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir, protéger, défendre les droits des fondamentaux et humains des femmes/filles - Informer, former et 	<ul style="list-style-type: none"> - Reportage des déplacés (femmes, jeunes et famille) dans la région de Ségou ; - Appui des femmes déplacées à travers des 	Bamako, et toutes les régions du Mali,	Association des femmes et des jeunes et OCB, femmes candidates et élues, cadres	ONU - femmes, JUPREC, ASDAP, Enda Tier monde

<p>des droits de la femme)</p>			<p>Fatoumata Siré DIAKITE Tel : 77 60 78 75 / 20727480 Email : apdf1991@yahoo.fr</p>	<ul style="list-style-type: none"> - éduquer les femmes sur leurs droits et sur les textes juridiques nationaux, régionaux et internationaux - Lutter contre toutes les formes de violence faite aux femmes/filles ainsi que les pratiques traditionnelles rétrograde et néfastes particulièrement les MGF /excision et promouvoir les pratiques traditionnelles positive - Combattre toute forme de discrimination à l'égard des femmes - Lutter pour l'intégration effective des femmes dans les instances de prises de décision à tous les niveaux - Appuyer les femmes dans leurs efforts d'autonomisation économique à travers les activités génératrices de revenu, entre autres - Veiller à l'application correcte des textes non discriminatoires nationaux et régionaux à l'égard des femmes et au respect des engagements 	<ul style="list-style-type: none"> - épargnes crédits (EPC /AGR) - Ecoute, conseil et assistance juridique judiciaire aux femmes démunies et victimes de violences 	<p>de l'administration et des ONG, Personnels, de la justice, de la santé, de la police, les medias</p>	
---------------------------------------	--	--	--	---	--	---	--

					internationaux pris par le Mali ;				
13. APROFEM (Association pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant au Mali)	ONG	About 1992	Bamako : Adresse : BP: 9093 Bamako Mali/ Torokrobougou Rue : 416 Téléphone+223 222 32 59 Présidente : Madame BAGAYOKO Aminata TRAORE 66 74 63	<ul style="list-style-type: none"> - La gouvernance locale, - L'insertion et la réinsertion sociale des mères de jumeaux mendiantes, - La prise en charge des personnes affectées ou infectées par le VIH/SIDA, - La promotion économique des femmes, - Le renforcement des capacités des femmes, - La promotion des droits des enfants, - La réinsertion des enfants victimes de trafic. 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration de la participation des femmes maliennes au processus de renforcement de la paix et de reconstruction du pays avec activités : <ul style="list-style-type: none"> - Réinsertion économique des femmes - Plaidoyer lobbying - Dialogue intercommunautaire - Genre et équité - Documentation - Sensibilisation sur l'Accord pour la paix 	Régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et le district de Bamako.	Les femmes et les jeunes filles	USAID, Ambassade des Etats Unis au mali	
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Moyen d'information, Appui financier - Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits 								
14. Association TAMANKAITE	Association	25/02/2010	AGUELHOC (Kidal) quartier Torcha Présidente : Mme Tata Wallat Mohamed	<ul style="list-style-type: none"> - La recherche de financement pour les femmes - Lutte contre la pauvreté - La sensibilisation sur la paix - Développement local 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation sur les AGR - Sensibilisation des femmes sur la paix et organisation des rencontres et Organisation des assises des femmes 	La commune d'Aguel Hoc	Les femmes et les jeunes	ONG ASSADEC et EFFAD	
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Appui financier - Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits 								
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Dotation en matériels et équipements et en aide financière - Au niveau du personnel : Formation du personnel en gestion des conflits 									

15. ASPROFER : Association professionnelle des femmes rurales	Association	2002	Ségou, Chambre d'Agriculture Contact : Mme DIAO Kadiatou Tall : 66 72 43 74	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les femmes pour la défense de leur droit ; - Prévenir et gérer les conflits ; - Développer le leadership de la femme 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des femmes sur leur droit et devoir - Formation en gestion des conflits 	Tous les cercles de la région de Ségou	Les femmes et les jeunes	ONU FEMME ; MPPEF et MDS
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :								
- Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits								
16. Association ARAHAMOU	Association religieuse	2000	Bamako (Doumazana Petit Paris) 66 61 19 33	<ul style="list-style-type: none"> - Enseigner les femmes à lire le coran - Maintenir la paix dans n'importe quel foyer ou lieu de conflit civil 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des femmes dans le maintien de la paix partout de façon moderne et religieuse (encours) 	Bamako quartier Doumazana Petit Paris	Les femmes veuves, les foyers, commune nationale	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :								
- Au niveau du personnel : Renforcement des capacités en prévention et gestion des conflits								
17. ASU : Association les Sœurs Unies	Association	02 janvier 2014	Tonka (Tombouctou), Aldioumawaye CISSE 76 35 16 95	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des actions d'entre-aide et de solidarité, -protéger l'environnement, --lutté contre la pauvreté - Créer l'autosuffisance alimentaire, - Améliorer les conditions de vie de population, - Renforcer la productivité - Lutter contre la sécheresse, l'ensablement défendre l'intérêt des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des rencontres pour informer et conseiller les actions de la sensibilisation pour prévenir et gérer le conflit 	Commune de Tonka	Les femmes Les filles Les déplacés	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de votre structure :								
- Au niveau institutionnel : ouvrir des centres pour accueillir et former les déplacées, appui financier pour leurs insertion socioéconomique								
- Au niveau du personnel : former les femmes pour comprendre la réconciliation et la médiation pour la paix								

18. ASKIA	Association 2013	Mopti Présidente : Koumba Maiga tél : 67 52 15 74	<ul style="list-style-type: none"> - La cause des femmes - L'autonomisation des femmes à se prendre en charge - L'épanouissement des femmes - La prévention des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des femmes par rapport aux conséquences des conflits - L'implication des femmes dans la gestion des conflits 	Mopti	Les femmes	APROFEM, FCI, ONU- FEMMES
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Aide financières en ressources humaines - Assistance des autorités locales et politiques - Au niveau du personnel : ND 							
19. Association Espoir du Sahel	Association 25 Mai 2015	Gao 710 Château Extension – Fatoumata Sadou Diallo 74 01 48 41	<ul style="list-style-type: none"> - Mener toute action contribuant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion pour un développement durable de la femme et de l'enfant; - Contribuer à la prévention et la gestion des conflits ainsi qu'à la construction et au maintien d'une paix durable au Sahel en général et dans les régions du Nord du Mali en particulier ; - Cultiver la solidarité et le vivre ensemble entre les communautés vivant au Sahel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de renforcement de capacités d'un noyau de femmes en gestion de conflit communautaire en cours d'élaboration. 	Région de Gao et district de Bamako	Les femmes, les jeunes et enfants en particulier, et toutes les populations en général	Cotisation des membres ; Recherche de partenaires techniques et financiers en cours
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Communication (Prise de parole en public/Plaidoyer/Lobbying/Médiation /Dialogue / Négociation) ; - Prévention et Gestion des conflits au niveau communautaire ; - Droit Humanitaire International ; - Maintien de la Paix ; - Lutte contre les armes légères ; - Formation de formateurs ; - Vie Associative / Réseauage ; - Gestion de projets ; - Rapportage ; - Droit Humanitaire International. 							

<p>20. Association local des femmes musulmanes de Djoulabougou</p>	<p>Association</p>	<p>14/07/2008</p>	<p>NIAFUNKE (Tombouctou) , Madame Ascofaré Kadidia Touré 74442123</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et consolider l'unité locale et le lien de fraternité et de solidarité entre les croyants des deux sexes, - Concourir seule avec d'autres association à la réalisation des œuvres de bienfaisances - Assurer l'enseignement et la diffusion des messages de paix à travers les prêches, les ateliers d'échanges 'les livres édites, et les cachettes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des rencontres dans les différents quartiers de Niafunké pour faire de prêches sur la paix, le respect mutuels, le pardon et le tissage de lien de fraternité. 	<p>Niafunké</p>	<p>Les filles et les femmes,</p>	<p>ND</p>
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui financier pour élargir la sensibilisation dans la ville 								
<p>21. ASOM : Association pour la sauvegarde de l'orphelinat et de mère</p>	<p>Association</p>	<p>2011</p>	<p>Kidal, Acharif Madougou Secrétaire général</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Aider les orphelins et leur mère pour subvenir à leurs besoins et participer au développement socioculturel des familles qui ont perdu le pilier de leur famille dans le conflit. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un centre de formation de couture pour occuper les jeunes déscolarisés et les veuves - Distribution des kits scolaires 	<p>Cercle de Kidal, Tessalit, TinEssako Abebara</p>	<p>Les femmes veuves et les orphelins</p>	<p>Aucun partenaire</p>
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Un financement pour prendre en charge des veuves et des orphelins - Au niveau du personnel : Engager les leaders communautaires et religieux 								

22. ASAHSAL	ONG	20/04/2014	Kidal Alkalifa Ag Gamné (chef d'antenne)	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche des partenaires pour le financement des forages, des constructions, des coopératives et donation du médicament - Organisation des rencontres intercommunautaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des rencontres intercommunautaires la distribution des médicaments à Kidal - Organisation de la caravane de la paix en cours 	Kidal, Tessalit et Aguel Hoc	Femmes et enfants et couches vulnérables	MINUSMA
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Avoir un fonds pour créer des microfinances (crédit pour les femmes) ; - Au niveau personnel : Appui pour payer le salaire du personnel, former le personnel en montage de projet 								
23. ANNYAKONDEY E	Association	19/02/2014	TONKA (Tombouctou), Fanta Borotiré Cissé, 77150334	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les niveaux de formation et de savoir-faire des femmes dans la gestion de leurs missions et exploitation (agriculture, élevage etc.) - Maitriser les pratiques d'AGR - Améliorer la situation socioéconomique des adhérents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des rencontres intercommunautaires sur la sensibilisation et la réconciliation. 	Tonka	Les femmes, les filles et les jeunes	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui financier, micros crédits, 								
24. BENKADI	Association	23/01/2015	Gao Présidente: Hally Dicko 95 45 55 57	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'assainissement dans le quartier - Organiser des rencontres pour plaider la paix - Développer le maraîchage 	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement, teinture, reboisement et maraîchage - Rencontre entre association pour la paix 	Gao	Les femmes	ND

				femme																																		
28. CAFO nationale : Coordination des associations et ONG féminines	Association	1992	Bamako : Bamako Coura derrière BIM SA, Oumou Touré (présidente nationale) présidente	<ul style="list-style-type: none"> - Regrouper toutes les associations des femmes - Servir de cadre de concertation - Participer et représenter les organisations des féminines - Capitaliser et archiver 	<ul style="list-style-type: none"> - - - - - - 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de marche - Ecrit d'une lettre pour attirer l'attention du gouvernement IEC - Réconciliation et alliance avec AMDH, l'IMAMA, la coordination des chefs de quartier - La case de la paix - Des rencontres de concertation pour préparer les différentes étapes des négociations - Participation massive des femmes dans les initiatives politiques et gestion des affaires publiques 	Toutes les régions (chefs lieu de régions et de cercles)	Les femmes les jeunes, les notabilités communautaires	ONU-FEMME, new Fields Fondation																													
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :	<ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Documentation en matière de paix et de sécurité - Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits 																																					
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau institutionnel : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les démembrements au niveau de région, des cercles et des communes • Appui matériels à tous les niveaux (national, régional, local) • La formation et la sensibilisation des femmes sur les conflits et prévention • L'implication des femmes dans tous les processus de paix et de négociation • Une représentation significative des femmes en nombre sans coloration politique • Au niveau du personnel : <ul style="list-style-type: none"> • Former les femmes en positionnement, en alliance, en connaissance des textes et du Mali au profond • Appui financier et techniques • Construction d'un bureau régional pour la CAFO de Mopti • Moyens de déplacement 																																					

<p>29. CCFPP : Cadre de concertation des femmes des partis politiques du MALI</p>	<p>Espace d'échanges</p>	<p>2003</p>	<p>Bamako : Siege social est à hippodrome rue 285 porte 97, Contact : Mme Maiga Oumou Dembele 66 73 72 17 – 7 402 06 09 –</p>	<p>- Influencer les politiques publiques à la cause féminine et amener les femmes politiques à mieux percevoir et accroître leur représentativité au sein des instances et organes de décision politiques, sociales et culturelles.</p>	<p>Activités menées : sensibilisation des citoyens pour l'option du dialogue et la réconciliation nationale comme moyen de sortie de crise. Activités en cours : restitution de l'accord pour la paix et la réconciliation au mali issu du processus d'Alger en faveur des femmes des partis politiques dans les régions du mali et district de Bamako</p>	<p>Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako</p>	<p>Les femmes des partis politiques</p>	<p>Les partis politiques NDI CMDID MFEF- SNV - ONUFEMME S EISA MUNISMA CEDEAO AEN</p>
<p>30. Case de paix (WAYOSIFA)</p>	<p>Association</p>	<p>13/10/2014</p>	<p>Goundam (Tombouctou), Mme Aissa Abdoulaye Touré 76 24 35 61</p>	<p>- Résoudre les problèmes rencontrés par les femmes - Améliorer leur condition de vie</p>	<p>- Création des activités pour les déplacées, - Réalisation d'actions pour les groupements des victimes, - Recherche de solution sur les problèmes entre conjoints</p>	<p>Goundam ville</p>	<p>Les personnes déplacées, le groupement des femmes victimes, les filles</p>	<p>ONU- Femmes et CAFO</p>
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Au niveau institutionnel : Formation nationale et internationale en matière de prévention et de gestion des conflits – organisation de fora – ateliers d'échange-conférences – débats – séminaires. ❖ Au niveau du personnel : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacité en formation (plaidoyer – lobbying) – - Formation pour renforcer la capacité des femmes aux usages des nouvelles technologies, et leur permettre d'initier et de suivre des projets de société, - Soutien pour archivage des documents et les matériels y afférents. 								
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui financier et matériel - Au niveau du personnel : ND 								

<p>31. CONASCIPAL : Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères /</p>	<p>Organisati on faitière de quatrième niveau</p>	<p>04 /09/ 2001</p>	<p>Bamako : Magnambougo du Faso Kanu, BPE 3910 Bamako – Mali, Directrice Exécutive : MAIGA Mariam Djibrilla 66 66 99 36</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir par ses membres dans les différents conflits pour instaurer la paix, la sécurité et l'esprit de concorde/tolérance nécessaires au développement social, économique et politique ; - Soutenir toutes initiatives de paix et de sécurité de ses membres et des OSC aux niveaux national, sous régional et international ; - Renforcer les relations de collaboration entre les OSC et les autres acteurs (Etat, secteur privé, élus locaux, populations etc.) en vue d'améliorer leur efficacité et leur synergie. 	<p>- Activités de contribution à la promotion d'un pays stable où les acteurs de la société civile œuvrent aux côtés des autres acteurs pour asseoir la paix et la sécurité indispensable à tout développement durable.</p>	<p>Toutes les régions</p>	<p>Les Organisations membres de CONASCIPAL, OSC, les Elus, les Populations, le secteur privé, la presse, les FAMA, les Femmes, les Jeunes, les personnes handicapées.</p>	<p>SIPRI ASDI PNUD, Ambassade de Belgique, OXFAM, NDI, MINUSMA,</p>	
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <p>Au niveau institutionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui en matériels et équipements (mobilier, matériels informatiques et roulant) - Appui pour le fonctionnement - Site Internet - Location de bureaux (national et toutes <p>Au niveau du personnel : Financement d'un Secrétariat Permanent avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur - Coordinateur Technique - Gestionnaire financier et Administratif, - Spécialiste en communication, - Personnel d'appui (Secrétaire, Chauffeur, Coursier planton, agent de nettoyage). 									
<p>32. COFEM</p>	<p>ONG féminine</p>	<p>13/04/2008</p>	<p>Ansongo (Gao) Présidente locale : Mme Diallo Safiatoul</p>	<p>- Œuvrer pour le développement de la femme</p>	<p>- Campagne de sensibilisation - Rencontres inter-intra communautaires</p>	<p>Commune Ansongo</p>	<p>Les femmes</p>	<p>ONU- FEMMES</p>	

	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : dotation en équipements - Au niveau personnel : ND							
36. DJABANDEN MAYO COUNMBE	Association	2005	TOGUERE (Tenenkou/ Mopti) Présidente : Djénéba Nioumanta Tél : 63 05 80 79 / 77 14 81 74	- Oeuvrer pour l'épanouissement des femmes - Promouvoir l'autonomisation des femmes - Promouvoir les droits des femmes	- Sensibilisation et mobilisation pour la paix - Participations aux différents ateliers en matière de gestion de conflit et de prévention	TOGUERE VILLE (dans le cercle de Tenenkou)	Les femmes	AMPRODE
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : Expansion de l'association - Appui financier - Au niveau du personnel : Formation en gestion des conflits							
37. DJAMNATI	Association	2013	Douentza (Mopti) Présidente : Laya Ongoïba Tél : 66 89 21 13	- Promouvoir la paix et la réconciliation - Défendre la cause des femmes	- Sensibilisation et mobilisation sur le processus de l'accord d'Alger	Douentza	Les femmes, les hommes et les enfants	ND
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : Equipement du bureau et moyens de déplacement							
38. DJAMNATI	Association	Courant 2011	Youwarou (Mopti) Contacts : Mme TRAORE Aïssata KEITA Tél : 75 38 07 37 Mme Coumbarè KONTA Tél : 73 71 67 93	- Oeuvrer pour la cohésion sociale entre les femmes - Promouvoir l'autonomisation des femmes de Youwarou - Oeuvrer pour la paix entre toutes les femmes de Youwarou	- Des actions de solidarité avec les femmes déplacées et les enfants - Insertion des femmes déplacées dans les AGR - Sensibilisation de la population - Participation aux différents ateliers et formations sur les conflits	Youwarou	Les femmes des couches vulnérables	FODESA NEF CROIX ROUGE
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : Extension de l'association aux différents villages de la commune - du matériel de travail pour le maraichage - appuis financiers et techniques - Au niveau personnel : ND							

39. EFFAD	ONG	2013	Tessalit Présidente : Madame Assori Aïcha Belco MAIGA 66 55 56 00 76 04 52 91	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les initiatives de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un programme spécial d'implication et de responsabilisation des femmes dans les processus de prévention et de gestion des conflits 	Région de Kidal	Les femmes	ND
40. FENACOF-MALI (Fédération Nationale des Collectifs d'Organisation Féminines) du MALI	Fédération d'associations	8/12/2008	Bamako Faladié SEMA Rue 816 porte 813 Présidente : Madame DEMBELE Oulématou SOW Email : Fenacof mali1208@yahoo.fr	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au développement de l'environnement et protéger les droits de la femme sur le plan juridique économique social et culturel - Renforcer les capacités des organisations de femmes sur la promotion de la PF au Mali - Former des relais communautaires pour sensibiliser les populations sur le VIH, la santé de la reproduction et sur les VBG 	<ul style="list-style-type: none"> - Planification familiale, Santé de la reproduction, VIH, Genre et droits humains 	Bamako et toutes les régions du Mali	Les femmes et les organisations féminines, les relais communautaires	FOSC CNSC Plateforme de veille des Femmes pour des élections sans Violence et équitables Réseau Climat, ENERGIA, GP/DCF, RPL COMADE etc. Union des Coalition Ouest Africaines
41. FOSCAO– Mali Forum des Organisations de la Société Civile de	Réseau sous régional	2004	Bamako Sous- couvert APDF ACI 2000 derrière ORCA – Fatoumata Siré Diakité : Tel 77 60 78 75 / Nana	<ul style="list-style-type: none"> - Défendre les intérêts des communautés de l'Espace CEDEAO en général et la population malienne en particulier 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation – Rencontre d'information, meetings, Sit-in, interpellations, plaidoyer, etc. ; - Sensibilisation – 	Bamako et Espace CEDEAO	Les communautés de l'Espace CEDEAO Les décideurs	Commission CEDEAO – Fondation Friedrich Ebert PNUD – Coopération

l'Afrique de l'Ouest /Groupe Thématique Paix et Sécurité	Aïcha CISSE 66 62 72 72	Observation d'Élections – Participation hors du Mali à de nombreuses rencontres sur les questions de paix et de sécurité	Suisse - Gouvernement du Mali
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui pour la mise en place d'un secrétariat permanent - Au niveau du personnel : formation en Médiation /Dialogue / Négociation ; Prévention et gestion des conflits ; Maintien de la Paix ; Droit Humanitaire International ; Lutte contre les armes légères ; Processus Electoral 			
42. GRAIP : Groupe de Recherche et d'Amélioration des Initiatives de Paix	ONG 1994 Gao Directeur : Hamada MAIGA 76 05 11 20	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité alimentaire - Prévention et gestion des conflits - Hydraulique villageoise - Changement climatique et éducation 	Gao, Tombouctou et Kidal Les femmes, les enfants et le monde du développement rural AEN, CAIRE-MALI, Etat Malien, ACF, FAO, ONU-FEMMES, VISION MONDIALE, MSF, PAM GROUPE PIVOT SANTE
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui logistique et financier, formation - Au niveau personnel : renforcement des capacités 			
43. GREFFA : Groupe de Recherche, d'Etude et de formation Femmes et Action	ONG 08/1994 Gao quartier Saneye Présidente : Mme MAÏGA Fatoumata Touré 76 07 82 25	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des leaders de femme, jeunes, religieux en gestion des conflits - Organisation de causeries débats sur la promotion du genre et la gestion pacifique des conflits 	Les femmes, les hommes et les jeunes Cercles de Gao, Ménaka, Ansongo et Bourem ONU-Femmes, Handicap-International ZUPREC
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :			

44. GP/DCF : Groupe Pivot Droit et Citoyenneté des Femmes au Mali	- Au niveau institutionnel : ND - Au niveau du personnel : ND	Réseau	22/11/ 2002	Adresse postale : BAMAKO Mali Adresse e-mail : gpdcf@cefib.com Site internet : http://www.gpdcf.com Présidente : Mme TRAORE Nana SISSAKO 66 74 59 09	- Influencer la mise en œuvre des politiques, stratégies et actions de promotion et de défense des droits et de la citoyenneté des femmes au Mali	- Sensibilisation des femmes sur leur droit - Promotion des droits et la participation citoyenne des femmes - L'égalité Femme/Homme et fille/garçon au sein de la famille - Lutte contre les violences faites aux femmes - Citoyenneté des femmes pour leur participation au pouvoir	Toute l'étendue du territoire national	Les jeunes, les petites filles et les jeunes femmes,	CAFO, le MATCL, le (MPFEF) et le Ministère de la Justice et des PTF.
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :								
45. HENENANDI	- Au niveau institutionnel : ND - Au niveau personnel : formation sur la gestion et la prévention des conflits	Association	25/7/2014	Gao Présidente : Madame Matta Bilal 65 05 40 85	- Plaider pour la paix - Assainissement et hygiène public - Entretien l'environnement dans la commune	- Campagnes de sensibilisation et de mobilisation autour de la paix et la réconciliation - Conférences sur les effets néfastes de la guerre et ses conséquences	Gao	Les femmes et les enfants	ND
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :								
46.	- Au niveau institutionnel : ND - Au niveau personnel : formation sur la prévention et la gestion et des conflits	Association	2012	Watagouna /Ansongo/	- Paix et réconciliation	- Sensibilisation - Rencontre et	Commune de Watagouna,	Les femmes et les jeunes	ND

HINDOMBEYE			(région de Gao) présidente : Ramou Sallé 75 11 64 89/ 92 31 09 97			réunions			
47. HINI DA WA	Association	2014	SEVARE (Mopti) Présidente : Adjaratou Touré ; Ramatou Maïga Tél : 69 64 55 39	- Œuvrer pour l'autonomisation des femmes, la cohésion sociale et la paix	- Sensibilisation des personnes déplacées pour l'implication des femmes dans la gestion des conflits et prévention	Sévaré ville	Les femmes	APROFEM, CROIX ROUGE	
48. JEBISEKOLA	Association	2001	Ségou Darsalam Rue 246 porte 111 Présidente : Mme Oumou Maïga 66 78 87 83	- Gérer les conflits - Lutter contre les VBG et les IST/SIDA	- Lutte contre les violences faites aux femmes.	Ville de Ségou	Les femmes et les hommes	Direction régionale du développement social de Ségou	
49. KAOURAL GANGAL	Association	Courant 2004	Mopti Présidente : Aminata KANTA Tél : 75 43 49 78 / 62 29 72 95	- Promouvoir des AGR pour les femmes - Gérer et prévenir des conflits - Lutter pour l'implication des femmes dans la gestion des affaires publiques	- Sensibilisations sur les dangers des mines Réunion mixtes avec les autres associations féminines dans le cadre de la paix	Mopti	Les femmes et les enfants	Aucun partenaire	

Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :		Au niveau institutionnel : Appuis techniques et financiers, financement d'un bureau de travail		Au niveau du personnel : Formation sur les conflits et les différents processus qui les constituent				
50.	Mouvement Mondial	1998	Bamako : Rue 376 Porte 63 près du siège de la BIM-SA à Bamako Coura Bolibana Présidente Coordination Nationale : Nana Aïcha CISSE, 66 62 72 72	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et maintenir un vaste mouvement de solidarité entre les femmes et les organisations de base de façon à ce que la Marche Mondiale des Femmes constitue l'affirmation des capacités d'action et d'autonomie des femmes du monde. - Atteindre l'égalité et la justice entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre tous les peuples. - Contribuer à la construction et au renforcement d'un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes et pour elles-mêmes les causes de leur oppression, de leur discrimination, ainsi que les alternatives possibles. - Mettre en avant les revendications et les alternatives communes aux mouvements des femmes du monde, sur les plans local, national, régional et international, autour des thèmes de la pauvreté et des violences faites aux femmes. - Exercer des pressions 	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue d'une Assemblée Générale tournante par continent tous les deux ans pour faire le bilan de la mise en œuvre des quatre champs d'actions de la MMF (autonomie économique des femmes; bien commun et services publics; violence envers les femmes; paix et démilitarisation); - Identification d'un thème pour l'organisation d'une action d'envergure mondiale tous les cinq ans (pour la 3^{ème} Action Internationale en 2010 le thème a porté sur Paix et Démilitarisation et la rencontre s'est tenue en zone de conflit à Bukavu en RDC); - Plaidoyer (ex : le 16 octobre 2010 le 	<ul style="list-style-type: none"> - Bamako - Toutes les régions du Mali - Sous-région - Tous les continents 	<ul style="list-style-type: none"> - Les femmes de la base - Les jeunes filles - Les décideurs à tous les niveaux - Autres mouvements sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> - OIF - Gouvernements de divers pays - Pays Basques - ONG - Mundobat - Coopération Canadienne - Divers Organisations des Nations Unies

				<p>politiques sur les gouvernements et dénoncer les institutions politiques multilatérales (par exemple, l'ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour transformer de manière radicale les conditions et la qualité de vie des femmes du monde, incluant une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits ; la fin de toutes les formes d'impunité et de corruption ; l'utilisation du viol comme arme de guerre, l'occupation et la présence militaire étrangère ; ainsi que l'imposition de blocus politique et économique.</p> <p>- Amener la population, les autres secteurs de la société et les mouvements sociaux à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer le statut, les conditions et la qualité de vie des femmes du monde entier.</p>	<p>MMF a inauguré un Mémorial dédié aux femmes martyres de la guerre, à Mwenga, RDC);</p> <ul style="list-style-type: none"> - Education populaire ; - Formation ; - Mobilisation sociale/ Marches ; <p>Sit-in, interpellations, déclarations;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de conférences aux niveaux national, régional et international ; - Conférences de presse ; - organisation de plusieurs rencontres aux niveaux national, régional et international ; - participation à de nombreux fora sur la paix et la démilitarisation 				
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de votre structure :</p> <p>Au niveau institutionnel : Appui en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériels (ordinateur portable ; tablette ; mobilier de bureau; consommable) ; - Ressources humaines (recrutement d'un Agent de Liaison) ; - Ressources pour la participation à des rencontres hors du Mali <p>Au niveau du personnel : Formation en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer /Médiation /Dialogue / Négociation ; 									

<ul style="list-style-type: none"> - Prévention et Gestion des conflits; - Maintien de la Paix ; - Droit Humanitaire International ; - Lutte contre les armes légères ; - Formation de formateurs ; - Capitalisation d'expériences. - Formation de formateurs en Plaidoyer/Médiation /Dialogue / Négociation ; - Rapportage, capitalisation d'expériences. 	<p>51. MNFPUN Mouvement National des Femmes pour la sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale</p> <p>ONG</p> <p>25/10/1991 à Bamako à l'issue de la rébellion de 1990</p> <p>Bamako : BP E1576 Magnambougu ou Faso Kanou Face Ambassade République de Guinée Présidente nationale : DR Mariam D. MAIGA</p> <p>66 66 99 36</p> <p>Mail :mamanferfap10@yahoo.fr</p> <p>Contribuer à la transformation des citoyens d'aujourd'hui et préparer ceux de demain pour qu'ils deviennent des acteurs et actrices de paix.</p> <p>Connaître et analyser les facteurs de conflit et les potentiels de stabilisation des situations de crise.</p> <p>Mieux connaître le potentiel traditionnel pour le valoriser afin d'exploiter et se servir de ses outils, connaissance et méthodes pour gérer les situations de crises et de conflits.</p> <p>Créer et renforcer les espaces de concertation et de complémentarité entre les acteurs qui œuvrent pour la paix.</p> <p>Œuvrer à la production collective des connaissances, des méthodes et outils partageables et utilisables par les différents acteurs qui œuvrent à la stabilisation des situations de crises et à la</p> <p>Formation des Femmes des autorités traditionnelles et des jeunes à la prévention gestion de conflit et à la cohésion sociale dans les sept communes et le chef-lieu de cercle du cercle d'Ansongo.</p> <p>Elaboration plan d'Action de MNFPUN en matière de Genre paix et sécurité en cours</p> <p>Diffusion de l'Accord de Paix en partenariat avec PAT Mali dans le cercle et les communes du cercle d'Ansongo.</p> <p>Formation des OSC particulièrement de femmes sur</p> <p>Région de Gao au niveau régional et dans les cercles de Ménaka Ansongo et Bourem</p> <p>Les femmes, les jeunes et les autorités traditionnelles / Coutumières et religieuses/les forces de sécurité</p> <p>UNIFEM/AF WIC à Nairobi, PNUD Mali, Ambassade du Canada, Ambassade USA, MINUSMA</p>
--	---

				<p>genre/DDR/RSS et rôle et place des femmes dans l'accord de paix en partenariat avec MINUSMA et Constipa.</p> <p>Sensibilisation des femmes pour la réconciliation nationale dans les cercles de la région de Gao.</p>		
			<p>prévention et gestion des conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduire ou appuyer la prévention et les opérations de gestions des situations de crise sur le terrain. - Œuvrer à l'émergence de femmes actrices de paix et de stabilité et à la création et à la consolidation d'alliance pour la paix, tout en contribuant à améliorer leurs conditions de vie au sein de leurs associations, à relever le niveau de leur revenus. - Contribuer à créer une synergie entre les associations de femmes membres du MNFPUN à travers la promotion d'actions de développement. 			
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <p>Au niveau institutionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités organisationnelles et financières des bureaux régionaux et national • Appui à l'élaboration et au financement du plan stratégique du MNFPUN • Siège pour les régions de GAO, Tombouctou, Mopti, Ségou, Sikasso et Kidal et équipement logistique et matériel roulant informatique, création de site internet du MNFPUN • Pour remplacer ses bureaux perdus lors de l'évènement de 2012. • Construction du centre de formation des femmes sur la sécurité humaine à Ansongo, soutien des activités génératrices de revenu pour les femmes à Berra (dans le cadre d'une parcelle acquise à Berra pour les AGR des femmes) • Appui à l'élaboration de contrôle interne entre le bureau de cercle et le bureau national <p>Au niveau du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une coordinatrice de programme par région • Un chargé comptable • Un Secréariat permanent dans toutes les régions, • Un chargé de suivi évaluation • Chargé du DDR/RSS 						

52. Mouvement des Femmes pour la Paix	Association	1996	Ansongo Présidente: Mme Safiatou Kabangou 77 11 59 32	<ul style="list-style-type: none"> - Unir pour la paix définitive - Réconcilier tous les Maliens - Prévenir et gérer tout conflit entre les communautés et les femmes en particulier 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des rencontres, des débats - Rencontres intercommunautaires - Des marches pacifiques pour la paix 	Commune Ansongo	Les femmes	ND
53. MOUSONET	Réseau d'associations et d'ONG	2004	Bamako : Route de Koulouba porte 733 Bamako B.P. 1866 tel : 0022320225109	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la réconciliation, l'acceptation et le vivre ensemble - Promouvoir et protéger les droits des femmes - Lutter contre l'impunité et les VBG 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour la prise en compte du genre dans la Prévention, les Négociations et Gestion des conflits pour influencer sur les politiques et programmes - Formation - Campagnes de sensibilisation - Appuis aux victimes - Participation à des foras et Conférences au niveau national, régional et international pour plaider et porter la voix des femmes dans la gestion des conflits - Conférences de presse - Publications 	National (Mali) Régional (Afrique) International (ONU)	Les communautés, les OSC, les Gouvernements -	ONU - Femmes Trust Africa KULU Danemark
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui financier et matériel - Au niveau du personnel : formation en gestion des conflits 								

					d'articles de presse			
54. MZC : Femme en Zone de Conflit	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :							
	- Au niveau institutionnel : Besoin de Programme (3ans) sur la base d'un partenariat multifonctionnel - Au niveau du personnel : Mettre fin au bénévolat							
	ONG	2007	Gao	- Assister la femme en zone de conflit - Aider les femmes à promouvoir le développement et la participation de la femme dans la gestion des conflits	- Formation des femmes leaders - Organisation des conférences sur la promotion genre - La gestion pacifique des conflits	Cercle de Gao	Les femmes	ND
			Coordinatrice: Mme Haoua Assawadou 76 20 94 31					
55. NAFATHIERE	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :							
	- Au niveau institutionnel : accompagnement, appui conseil, appui financier - Au niveau du personnel : renforcement des capacités du personnel en gestion des conflits et en plaidoyer							
	Association	15/08/2005	Goundam (Tombouctou), Présidente: Mme Aissata SALL 73 02 36 41	Le maraichage, le petit commerce les AGR, A La sensibilisation Lutter pour la cohésion sociale	- Sensibilisation dans tous les quartiers périphériques comme Debera, camp peulh, Diam nati et Alkara - Des démonstrations culinaires pour les femmes en grossesse et les enfants malnutris	Goundam	Les femmes et les enfants	ND
56. NIALYKONDEYE	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :							
	- Au niveau institutionnel : accompagnement financier et matériel							
	Association	05/05/2009	Tonka (Tombouctou), Présidente: Fadi Diadié 90 04 80 66	- Améliorer les conditions de vie de ses membres - Contribuer au développement socio-économique de Tonka	- Organisation des rencontres de sensibilisation pour lutter contre la stigmatisation et l'amalgame.	Tonka (dans tous les villages)	Les femmes, les filles et les jeunes	ND

<p>57. ODEF : Observation des Droits de l'Enfant et de la Femme</p>	<p>- Au niveau du personnel : ND</p>	<p>Association 1994</p>	<p>Ségou Bagadadj, Rue 661 Porte 50 Présidente: Madame Diao Kadiatou Tall 66 72 43 74</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Défendre les droits humains ; - Lutter contre les violences basées sur le genre ; 	<ul style="list-style-type: none"> - VBG; - Médiation entre les ménages en conflits - Sensibilisation sur l'accord de paix 	<p>Ségou et Niono</p>	<p>Les femmes et les jeunes</p>	<p>Services du développement social ; DRPFEF Services de la santé et la justice, MISAHEL</p>
<p>58. OPF : Organisation Panafricaine des Femmes</p>	<p>Para- publique</p>	<p>1962</p>	<p>Secrétariat Exécutif Régional pour l'Afrique de l'Ouest, Maison de la Femme et de l'Enfant, Rive droite, sise à Sabalibougou près de l'hôtel Olympe, Contact : Mme Diallo Kama SAKILIBA, Tél +223 66 78 57 31</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Œuvrer à la participation effective et responsable de la femme africaine au développement économique, social et culturel, - Poursuivre la lutte pour que soit reconnu et appliqué le droit de la femme africaine à participer à tous les niveaux, aux prises de décisions relatives à la vie politique, économique, sociale et culturelle, nationale et internationale - Suivre l'évolution et contribuer à l'amélioration de la situation des femmes africaines par le rassemblement des données économiques, politiques, socio culturelles et statistiques sur la femme et les enfants - Appuyer toutes les actions nationales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> - L'OPF a toujours mené des actions dans le cadre de la prévention et la gestion des conflits à travers diverses actions en termes d'information, de sensibilisation et de l'humanitaire, - Il faut également noter que la paix figure en bonne place parmi objectifs fondamentaux de l'OPF dès sa création en 1962. C'est pour cette raison qu'elle a toujours œuvré 	<p>Tout le pays</p>	<p>Les femmes Les enfants, notamment les filles.</p>	<p>UFEMMES UNFPA PNUD (PAREHF) UNICEF USAID PLAN /Mali HELVETAS AEN SNV AMBASSADE DES PAYS BAS PACT</p>
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p>								
<p>Au niveau du personnel :</p>								
<ul style="list-style-type: none"> - Formation en prévention et gestion des conflits - Formation sur les droits humains. 								

				<p>dans le domaine de la préservation de la paix en Afrique.</p>			
			<p>en vue de l'élimination des violations flagrantes aux Droits de l'Homme, Engager aux côtés des Gouvernements pour défendre l'Afrique dans tous les domaines,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les mouvements qui luttent pour la libération totale de leurs pays pour une véritable intégration africaine, - Promouvoir par l'amitié, la coopération et l'unité entre les Etats africains, - Etablir des relations suivies d'amitié et de coopération, - Appuyer la coopération internationale et participer à toutes actions pour le désarmement et le renforcement de la paix. 				
			<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :</p> <p>Au niveau institutionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablir un partenariat formel entre l'OPF et les partenaires techniques et financiers, - Appui institutionnel pour le recrutement et la prise en charge de deux experts sur la question pour l'élaboration de projets et mobilisation des fonds et le plaidoyer Lobbying), <p>Au niveau du personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le nombre du personnel de l'OPF (recrutement et prise en charge d'experts) pour aider le bureau sous régional de l'OPF à accomplir sa mission comme il le souhaite, - Former le personnel en techniques de médiation et négociation pour la paix, - Former le personnel en techniques de plaidoyer et lobbying pour la paix, - Former le personnel en techniques de mobilisation de fonds pour la réalisation des actions de prévention et de gestion des conflits. 				
59. Plateforme des femmes leaders	Cadre de concertation /réseau	Juin 2014	S/C GP-DCF B.P. 2688 - Ouolofobougou Bamako	<p>Expression manifeste, l'engagement, la détermination et la participation citoyenne des femmes à travers des</p> <p>Formation de femmes sur le contenu de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation</p>	Bamako et toutes les régions	Les femmes et les organisations féminines	ONU-FEMMES, FNUJAP, MINUSMA

du Mali			Contact : Madame TRAORE Nana SISSAKO 66 74 59 09 (présidence tournante)	activités de plaidoyer et lobbying	nationale, Atelier de femmes sur la participation effective des femmes à la gestion de la crise Formation de médiatrices			
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : ND - Au niveau du personnel : ND								
60. RENAGEC : Réseau National Gouvernance genre et Citoyenneté	Réseau	06 Avril 2010	Bamako : Adresse : BP: 9093 Bamako Mali/ Torokrobougou Rue : 416 Téléphone+223 222 32 59 Présidente : Mme BAGAYOGO Aminiata TRAORE 66 74 63 23	- Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale pour l'accès équitable aux services sociaux de base et à la prise de décisions par le renforcement des capacités des femmes et défense de leurs droits d'intérêt	- Renforcement des capacités des femmes leaders du district de Bamako et de la commune urbaine de San sur le processus électoral - Renforcement des capacités des femmes leaders du district de Bamako et de la commune urbaine de San sur l'accès équitable aux services sociaux de base (cadre légal)	Les six communes du district de Bamako et la commune urbaine de San	Les leaders des organisations féminines, les élus, les services techniques, les chefs traditionnels et religieux	IFES, UE (à travers le PAOS),
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : Au niveau institutionnel : équipement et financement Au niveau du personnel : formation en prévention et gestion de conflits								
61. RENEDEP : Réseau National pour	Réseau	2008	Bamako Kalabancoura Rue 61, Porte 708	- Eveil des consciences des femmes et des enfants - Patriotisme - Gestion des conflits/médiation sociale	- Sensibilisation dans les écoles sur les droits et devoirs - Sensibilisation sur des institutions du	Bamako et toutes les régions	Les femmes et les jeunes OXFAM CAFO WILDAF	

<p>L'Eveil Démocratique et Participatif</p>		<p>Présidente : Madame Djénéba KAMISSOKO 76 31 19 73</p>	<p>Mali Eveil des consciences Organisation de visites dans les villages</p>		<p>AJM AGDM</p>	
<p>Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : Au niveau institutionnel : - Financement des activités - Renforcement des capacités sur les violences faites aux femmes, - Renforcement des capacités sur la citoyenneté - Formation des femmes et des jeunes en transformation des produits agricoles Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits</p>						
<p>62. REPSFECO : Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO</p>	<p>Réseau 27 /12/ 2011</p>	<p>Bamako : Maison de la femme – Rive Droite / B.P : 3189 Bamako. Sabalibougou en face de l'Hôtel International Olympe Maitre Saran Keita Tel: 20.73.54.18 - 66.74.43.87. 76.47.78.26 Mail : masarankd@yahoo.fr</p>	<p>- (i) Coordonner et d'optimiser les rôles et les initiatives des femmes dans la prévention des conflits, le maintien de la paix et de la sécurité, - (ii) Promouvoir un partenariat stratégique pour l'autonomisation des femmes, l'équité et l'égalité des chances entre les sexes, en matière de paix et de sécurité; - (iii) Contribuer à l'intégration de l'approche genre dans les stratégies, programmes et activités de mise en œuvre du traité révisé de la CEDEAO, - (iv) Faciliter l'appropriation et la mise en œuvre de la CEDEF, du Protocole additionnel à la Charte de Moputu ainsi que des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des</p>	<p>National</p>	<p>Les femmes et les jeunes</p>	<p>ONU- Femmes REPSFECO (Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO)</p>

			Nations Unies.				
63. Réseau des femmes leaders de Niono	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Les moyens pour faire retourner les déplacés - Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits 						
	Association 25/11/2006	Niono (Ségou) Contact : Mme Coulibaly Soundié Fané 66 73 78 71	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités leaders - Sensibiliser individuellement et collectivement les femmes à s'engager pour leur participation à la vie politique - Sensibiliser et appuyer les femmes la citoyenneté et la défense de leur cause 	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour l'insertion des femmes dans les comités de gestion des conflits - Formation des femmes leaders 	Les 12 communes du cercle de Niono	Associations et groupements des femmes	ND
64. Réseau des femmes élues et leaders des régions du nord du Mali	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Formation en leadership, Formation en communication et droit, devoir et citoyenneté, Formation dans l'élaboration des projets - Au niveau du personnel : Formation en prévention et gestion des conflits, Renforcement information et sensibilisation 						
	Réseau des femmes	Coordinati on créée en 2012	Bamako Personne de contact : Mme Aziza Mint Mohamed : 76 30 41 10	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de sessions de formations sur la médiation avec l'appui de l'Aide de l'Eglise Norvégienne - Organisation de rencontres de conciliation entre les femmes leaders de Kidal avec celles de Gao et Tombouctou 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des Femmes leaders et élues à la résolution de la crise sécuritaire du nord du Mali - Formation sur le processus de médiation et de dialogue social - Participation au nom des Femmes du Mali au dernier sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba (Ethiopie) en janvier 2013 	Kidal, Tombouctou et Gao	Les femmes leaders dans les 03 régions du nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Gao)
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : ND - Au niveau du personnel : ND 							

65. RESEAU WAFACOYE	Association	12/03/ 2015	NIAFUNKE (Tombouctou), Présidente : Aissata Ahmadou Nango 73 18 65 23	<ul style="list-style-type: none"> - Regrouper, Orienter, organiser et former les membres ayant les mêmes visions d'intérêt, en vue de leur épanouissement socioéconomique, culturel et politique, - Promouvoir les AGR pour les membres la paix et la cohésion sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de rencontres de sensibilisation dans tous les quartiers de Niafunké - Organisation des assemblées générales sur la paix et la sécurité 	Niafunké, Léré, Dianke	Hommes femmes, jeunes	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui matériel et financier - Au niveau du personnel : formation en prévention et gestion des conflits, 								
66. SANKORE - FABA	Association	Décembre 2014	Tombouctou, Laliya Adiawacoye 74179181	Œuvrer pour : <ul style="list-style-type: none"> - la liberté de la femme - l'émancipation des femmes et implication des femmes dans les instances de décisions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un atelier de formation de sensibilisation sur la gestion des conflits, - Organiser des conférences sur la réconciliation 	Tombouctou	Les femmes et les filles	MINUSMA, CAID AMSS HAN DICAP
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : Mettre en application des lois pour une bonne gestion des activités de l'association - Appui financier et matériel - Au niveau du personnel : formation des personnes sur la gestion du conflit, 								
67. SUD (sœurs unies de Djounahane)	Association	07/6/2007	Gao Présidente : Assikabar Zahara	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de la paix définitive - Unir les femmes pour la paix 	<ul style="list-style-type: none"> - Marches pour la paix 	Gao	Le femmes et les enfants	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui en AGR - Au niveau du personnel : ND 								
68. TALMINAK	Association	26/11/ 2015	Gao Sossokoira Présidente : Makata Walet Alhinda	<ul style="list-style-type: none"> - Réconciliation et retour de la paix définitive dans le pays - AGR pour les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation sur la paix 	Gao	Les femmes et les enfants	ND
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau institutionnel : appui financier de nos activités 								

69. TANMINAK	- Au niveau du personnel : formation sur la méthode de la recherche de la paix						Les femmes et les femmes déplacées	ND
	Association	23/09/2006	Gao Présidente: Laila Walet Bilal 65 30 88 87	- Bâtir pour la paix - Sensibiliser pour une paix durable	- Information et appui conseil pour la paix	Gao, Djébock et Eminagile		
70. TANMOUNAF	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :						Les femmes	ND
	- Au niveau institutionnel : appui financier, accompagnement, partenariat - Au niveau personnel : formation sur le bon retour des déplacés							
71. TAFLIST	Association	25/7/2014	Gao château Présidente Toulla Hamada 75 03 65 09	- Assainissement - Gestion des conflits - AGR	- Campagne de sensibilisation sur la paix - Assainissement	Gao	ND	
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :						Les femmes et les enfants	ND
72. UNAFEM : Union nationale des associations des femmes musulmanes du Mali	- Au niveau institutionnel : aide en matériels et moyens financiers - Au niveau personnel : renforcement des capacités en prévention et gestion des conflits						Commune Gao	ND
	Association	2013	Gao Présidente: Hadje Walet Mohamed 94 70 30 98	- Prôner la paix durable - Prévenir tout conflit et réconcilier tous les Maliens	- Campagnes de sensibilisation pour la paix - Rencontres intercommunautaires	Gao		
73. URTUNE	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :						Bamako, Ségou, Mopti, Sikasso	ONG ALFAROUK, USAID, FUNIAP
	- Au niveau institutionnel : appui financier et appui conseil - Au niveau personnel : formation en gestion des conflits							
73. URTUNE	Association	16/04/1996	Bamako Hamdallaye ACI 2000 Unafem- maliyahoo.fr	- Renforcer l'unité entre les maliens ; - Contribuer au renforcement de la paix dans le Mali et dans le monde.	- Lutte contre la prolifération des armes légères ; - Prévention sur la gestion des conflits et la réconciliation ; - Dialogue inter religieux.	Bamako, Ségou, Mopti, Sikasso	ONG ALFAROUK, USAID, FUNIAP	
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure :						Les femmes et les enfants	DRC (Conseil danois pour
73. URTUNE	Association	15/8/2014	Gao Haoua Adou :	- Favoriser la solidarité et l'entraide ;	- Campagne de sensibilisation pour	Gao, Gossi, Haoussa	Les femmes et les enfants	

			93 05 11 80	- Développer l'esprit d'entreprise ; - Paix et réconciliation.	la paix ; - Assainissement .	Foulane et Intahaka	le Réfugiés)
Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : aide financière, participation aux différends fora sur la paix - Au niveau du personnel : renforcement des capacités sur les conflits et la paix							
74. Wayoo - Jaw-Kumu	Association	24/09/2006	Goundam (Tombouctou), Présidente: Mme TOURE Mariam I. TOURE 79204492	- Lutter contre l'analphabétisme - Développer les techniques de transformation et de la gestion, - Organiser des journées de reboisement et d'assainissement.	Organiser des débats chaque fin de mois pour parler de vivre ensemble	Goundam	ONU- Femmes,
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau intentionnel : application des lois dans tous le processus de paix - appui pour faciliter le retour de déplacées - appui financier et matériel, - Au niveau du personnel : formations en gestion des conflits, des voyages d'études pour les femmes.						
75. WILDAF/ Mali	ONG	03/03/1995	Bamako, Avenue OUA/ Immeuble SOBATO Appartement A1 Contact : Mme Bouaré Bintou Founé Samaké 20236708 ou 66730426	- Promouvoir et renforcer les stratégies qui lient le droit au développement pour l'émergence d'une culture d'exercice et de respect des droits des femmes en Afrique.	- Animation des causeries débats sur la paix et la stigmatisation ; - Renforcement de capacité des femmes pour mettre en place et animer les cercles de paix ; - Renforcement de capacité des parajuristes sur la gestion et la prévention des conflits.	Gao Tombouctou Kidal Bamako Ségou Kayes Sikasso	ONU/FEMM ES, Diakonia, Oxfam, Coopération Suisse, Ambassade de France, MINUSMA
	Besoins actuels de renforcement des capacités de la structure : - Au niveau institutionnel : Mise en place et animation des cercles de paix - Au niveau du personnel : Formation des formatrices sur l'animation des cercles de paix						

III.COMMENTAIRES DU TABLEAU

. La liste des organisations est loin d'être exhaustive. il s'agit ici de celles qui ont pu être rencontrées à l'issue de la phase de collecte. Cependant, la plupart des organisations manquantes se retrouvent membres des réseaux et des faitières cités, et à travers lesquels elles ont participé aux initiatives développées dans le cadre de la gestion de la crise de 2012.

. Pour certaines organisations, malgré plusieurs tentatives d'obtenir les informations sollicitées auprès d'elles, nous avons dû aller sur le Web pour télécharger les données existant sur leurs structures. Parfois, certaines ont simplement envoyé leurs prospectus. Ce qui fait que pour ces structures, les données sont parfois insuffisantes ou pas actualisées, au vu des informations recherchées à travers la fiche de mapping qui leur a été adressée.

. Parmi les organisations renseignées dans le tableau ci-dessus, on en trouve de toutes les catégories et de toutes les tailles : des ONG internationales, faitières d'organisations, des réseaux, des associations locales urbaines et rurales et des associations religieuses.

. Généralement pour les associations intervenant localement à l'intérieur des régions, les informations fournies sont incomplètes, surtout celles concernant les types d'activités et les partenaires. Ce sont dans la plupart des cas, des associations qui n'ont pas de lignes politiques, ni de partenaires fixes et qui travaillent dans tous les domaines selon les opportunités.

. Quant aux informations concernant les besoins d'appuis, malgré notre insistance, la plupart des associations demandent comme besoins institutionnels la dotation en matériels et les appuis en financements. Cependant, au niveau du personnel, ce sont des besoins de formation des capacités en « Prévention et gestion des conflits » et en « plaidoyer/lobbying » qui sont les plus exprimés.